

Syndicats

magazine



Faire le bon choix

FGTB

#3 MAI 2024

Bimestriel | Année 79

E.R. : Thierry Bodson,
rue Haute 42, 1000 Bruxelles

BUREAU DE DÉPÔT :
Charleroi X - P912051

L'extrême droite
en embuscade

Élections sociales
MERCI !

Changement
climatique et santé

Votre magazine en ligne !

Découvrez régulièrement des reportages, interviews, opinions et toutes les infos qui vous concernent !

➔ www.syndicatsmagazine.be

Vous pouvez également, via ce site, modifier vos préférences d'abonnement.

 @syndicatFGTB

 @syndicatFGTB

 syndicatFGTB

 ABVV/FGTB



La FGTB en ligne www.fgtb.be

 Syndicats Magazine en ligne
www.syndicatsmagazine.be

 My FGTB votre dossier en ligne
www.fgtb.be/my-fgtb

 Inscrivez-vous à notre newsletter
www.fgtb.be



ACTUALITÉS

Action	4
En bref	5
Changement climatique et santé au travail	6-7
L'Argentine de Milei, « une véritable catastrophe sociale »	8-9
L'extrême droite d'aujourd'hui ne parle pas de ses racines	10-11
L'extrême droite en embuscade	12-13
Bruxelles : une nouvelle Secrétaire générale et un 1er Mai réussi	14

DOSSIER

Faire le bon choix	15-20
---------------------------------	--------------

VOTRE CENTRALE

Centrale Générale	21-23
MWB	24-25
UBT	26-27
Horval	28-29
SETCa	30-32

RÉGIONS

Agenda des régions	33-35
--------------------------	-------

Le bon choix

À l'heure de publier ces lignes, les élections sociales étaient toujours en cours. Les premiers résultats tombaient, les premières victoires et conquêtes étaient célébrées. Certes, il est trop tôt pour tirer toutes les conclusions, mais que l'on soit heureux ou déçu au lendemain de ce grand moment syndical, c'est de toute façon la solidarité qui gagne. Les élections sociales ont presque 75 ans, et restent un fantastique levier vers plus de justice et d'égalité pour les travailleurs et travailleuses, sans distinction.

À toutes et tous qui avez participé, milité, voté : merci et bravo.

VOTER PLUS SOCIAL, PLUS FORT

Demain, déjà, d'autres élections. Le 9 juin, nous serons à nouveau dans l'isolement, pour élire cette fois celles et ceux qui siègeront dans les différents parlements : à la région, au fédéral, à l'Europe. Celles et ceux qui devront défendre les droits du monde du travail au quotidien, et faire face aux attaques toujours plus violentes de la droite, poussée par quelques organisations patronales. Qui seront chargés de rendre le monde plus social, plus juste, plus propre. Plus fort, pour toutes et tous, sans discrimination.

La bataille est rude. D'aucuns décrivent notre ère comme celle de la « post-vérité ». Celle où les faits ne comptent plus, chassés par les slogans fallacieux et les fausses promesses des politiques conservatrices. D'autres diront qu'il en a toujours été ainsi. Mais ce que l'on voit, c'est que nombre de mensonges circulent, en amont de ces élections.

« ILS VOUS MENTENT »

Facile à dire ? Est-ce que le banc d'en face nous accusera d'en faire autant ? Possible. Quoi qu'il en soit, nous connaissons nos dossiers, nos valeurs. Nous savons qui nous défendons. Nous analysons au quotidien les chiffres et les faits.

Les allocations de chômage seraient trop élevées par rapport au salaire minimum ? C'est faux. A minima, plus de 600 € les séparent. Souvent, cette différence s'élève à plus de 1.000 €. Il faudrait limiter l'allocation de chômage dans le temps pour « activer » les chômeurs ? C'est inutile et contreproductif, de nombreuses études le prouvent. Et, faut-il le rappeler, notre sécurité sociale est une assurance pour laquelle les travailleurs eux-mêmes cotisent. Il faudrait un ou des sauts d'index ? C'est indécent. C'est baser le maintien d'une sacro-sainte « compétitivité » sur une diminution avouée du pouvoir d'achat des travailleurs et travailleuses.

OUI AUX RECETTES, NON À L'AUSTÉRITÉ

Ces discours éhontés n'ont pour but que de faire diversion et d'enflammer les esprits. En s'attaquant au portefeuille des moins bien lotis, on continue de mettre à l'abri les plus riches, ceux qui ne paient pas leur juste part. En mettant dos à dos les chômeurs et les travailleurs au salaire minimum, on tente d'empêcher la solidarité, la lutte commune. Mais ne soyons pas dupes.

Demain, l'Europe viendra réclamer ses milliards d'économies. Il faut éviter une nouvelle cure d'austérité qui coûtera cher aux soins de santé, à la sécurité sociale, aux services publics. En bref aux citoyens. Il faut miser sur les recettes fiscales, sur une taxation des plus riches. Il faut dire non à la destruction de nos services et conquises sociaux.

Le savoir c'est le pouvoir. Dans un monde où l'information est constante, multiforme et difficile à décrypter, posons-nous un instant. Lisons, analysons. Pour, le 9 juin, faire le bon choix.

Nous résumons, à travers les pages de cette édition de Syndicats Magazine, les positions des différents partis sur les grands thèmes sociaux. Pour cela, nous nous basons sur leurs programmes et sur une analyse du Bureau du Plan. Nous mettons aussi à votre disposition une brochure qui décrypte les mensonges de l'extrême droite et explique ses positions.

Car il n'y a pas de place à la FGTB pour les idées et les comportements racistes, sexistes, xénophobes ou fascistes. L'affiliation même à notre syndicat est incompatible avec le militantisme ou l'adhésion à des partis ou mouvements d'extrême droite. À chaque élu ou élue aux élections sociales de continuer à porter ce message au quotidien, sur son lieu de travail. ◀



Thierry Bodson
Président



Miranda Ulens
Secrétaire générale



Le 8 mai est le jour où l'Allemagne nazie a été vaincue en 1945. Aujourd'hui, l'extrême droite gagne à nouveau du terrain, en Belgique et partout dans le monde. Avec la Coalition 8 mai, nous militons pour refaire de ce jour historique un jour férié ! Pour se souvenir et résister. Car ce n'est qu'en connaissant son passé et en restant vigilants que l'on pourra faire les bons choix, aujourd'hui et demain.

Photos : commémoration de la libération du 8 mai 1945 à l'ancien camp nazi de Breendonk et hommage aux résistants et résistantes.





INDEX AVRIL 2024 : L'INDICE PIVOT DÉPASSÉ

INDICES		
	Prix à la consommation	131,10
	Inflation	3,37%
	Indice santé	130,85
	Indice santé lissé	128,32

En avril 2024, l'indice des prix à la consommation est en baisse de 0,48% par rapport à mars 2024. En rythme annuel, l'inflation grimpe à 3,37%. L'indice santé lissé atteint 128,32 points en avril. L'indice-pivot pour la fonction publique et les allocations sociales, qui était fixé à 128,11 points, est ainsi dépassé. Les allocations sociales et les pensions seront donc indexées de 2% en mai. Les salaires du secteur public seront indexés de 2% juin. Le dernier dépassement de l'indice-pivot a eu lieu en octobre 2023. Le prochain indice-pivot est fixé à 130,67 points.

Les principales hausses des prix concernent les carburants (+3,2%), les chambres d'hôtel ainsi que les restaurants et cafés. Par contre, de nombreux produits, tels que les produits laitiers, les fruits, la viande, le pain, les vêtements et l'électricité, ont contribué à faire baisser l'indice.



ACTIONS LE 3 JUIN CONTRE L'AUSTÉRITÉ EUROPÉENNE

De nouvelles règles d'austérité budgétaires ont été votées par les parlementaires européens. Les partis progressistes belges, grâce à la mobilisation de la FGTB, ne les ont pas votés. Mais leur refus n'a pas suffi à enrayer la machine.

Le but de ces économies ? Atteindre un taux d'endettement maximum de 60% du PIB et un déficit budgétaire de maximum 3%. Ces critères datent de 1992 (Traité de Maastricht) et sont, aujourd'hui, totalement déconnectés de la réalité socio-économique des pays auxquels ils s'appliquent.

Si le prochain gouvernement applique uniquement des réductions de dépenses, la cure d'austérité sera très douloureuse pour les travailleuses et travailleurs, la population, les ménages. Pour nous, c'est non ! Nous ne paierons pas !

Le 3 juin, plusieurs actions contre l'austérité européenne seront organisées par les régionales de la FGTB.

Plus d'infos ➔



ASSEMBLÉE FÉMINISTE : « LA VOIX DES FEMMES COMPTE ! »

Le 25 avril a eu lieu l'assemblée féministe de la FGTB. Environ 350 militantes se sont rassemblées à Bruxelles pour partager leurs réalités de terrain, leurs victoires, mais aussi les défis à relever par la suite pour plus d'égalité dans les sphères privée, professionnelle et publique.

Selena Carbonero — Secrétaire fédérale de la FGTB — y a rappelé l'importance d'une meilleure représentation des femmes à tous les niveaux de l'organisation syndicale. « Car la meilleure façon de représenter le monde du travail dans toute sa diversité, c'est qu'il existe des syndicalistes qui soient le reflet de cette diversité. »

En cette période d'élections législatives et sociales, il est de notre devoir de faire entendre la voix des femmes.

Changement climatique et santé au travail : un « cocktail » explosif

Décès dus à la chaleur excessive, cancers liés à l'exposition aux rayons UV, blessures liées à des phénomènes météorologiques extrêmes : les conséquences du changement climatique sont lourdes pour le monde du travail, chez nous et partout dans le monde.

Le 28 avril, c'était la journée mondiale de la santé et la sécurité au travail. Une journée de prévention, qui rend par ailleurs hommage aux victimes d'accidents du travail et maladies professionnelles. Au mois de mai, travailleuses et travailleurs ont voté pour les élections sociales. Parmi les enjeux pour les délégués et déléguées de demain : l'amélioration de la sécurité sur le lieu de travail, la prévention des accidents... Tout ça, dans un environnement qui change au quotidien.

La CSI (Confédération syndicale internationale), ainsi que l'OIT (l'Organisation internationale du Travail) alertent cette année sur les risques du changement climatique sur la santé des travailleurs et travailleuses.

DES RISQUES POUR LA SANTÉ, LA SÉCURITÉ ET L'EMPLOI

« Les dangers liés au changement climatique ont de nombreux effets avérés sur la santé : blessures, cancers, maladies cardiovasculaires, maladies respiratoires, dégénérescence maculaire, problèmes de santé mentale, etc. », nous dit l'OIT dans son rapport. En parallèle, les risques matériels sont également importants, de nombreux métiers – et donc modes de subsistance – étant mis en péril par les catastrophes naturelles et dégâts liés aux phénomènes climatiques : « les conséquences financières dues à la perte de productivité, à la perturbation des activités et aux infrastructures endommagées sont elles aussi considérables. » Les phénomènes naturels extrêmes sont également responsables d'accidents, de blessures et de décès, notamment au sein du personnel de sécurité, de sauvetage, des services d'urgence ou de nettoyage après ces catastrophes.

LES DÉCÈS DUS À LA CHALEUR SUR LE LIEU DE TRAVAIL AUGMENTENT DE 40% DANS L'UE

En Espagne, en 2022, un sexagénaire s'est évanoui et est décédé alors qu'il travaillait dans un entrepôt près de Madrid, où ses collègues ont déclaré que la chaleur avait atteint 46°C. En Italie, l'été dernier, un grutier, Ciro Adinolfi, est mort d'une crise cardiaque devant son fils alors qu'il travaillait sur le chantier de construction d'un entrepôt d'Amazon, par des températures avoisinant les 40° C. En France, Tony Leroy, 44 ans, est mort d'une crise cardiaque alors qu'il travaillait sur un chantier par des températures élevées.

Ces exemples nous viennent de la CES (la Confédération des syndicats européens), qui indique que « le nombre de personnes qui meurent au travail à cause de la chaleur extrême augmente plus rapidement dans l'Union européenne que dans n'importe quelle autre partie du monde. » L'UE a connu une augmentation de 42% des décès sur le lieu de travail liés à la chaleur depuis 2000. 67 personnes ont perdu la vie en 2020 des suites d'une chaleur accablante au travail, selon les chiffres de l'OIT.

L'Agence européenne pour l'environnement confirme que les vagues de chaleur en Europe ont déjà « entraîné une augmentation de l'incidence des coups de chaleur et des décès parmi les travailleurs en extérieur, en particulier

”

De nombreux phénomènes météorologiques extrêmes ont sérieusement endommagé des installations dangereuses comme des usines ou des sites d'extraction, déclenchant le rejet de substances dangereuses, des incendies et des explosions.

28 AVRIL 2024 | JOURNÉE INTERNATIONALE DE
COMMÉMORATION DES TRAVAILLEURS MORTS
OU BLESSÉS AU TRAVAIL

“ Les travailleurs ne sont pas
responsables du changement
climatique, mais il leur fait
perdre tout ce qu'ils possèdent.

Altaf Hossain, charpentier, Bangladesh



POUR LA
DÉMOCRATIE
avec des emplois sûrs

”

Alors que le changement climatique s'intensifie, les travailleurs du monde entier sont de plus en plus exposés à des risques tels que la chaleur excessive, les rayons ultraviolets, les phénomènes météorologiques extrêmes, la pollution atmosphérique, les maladies à transmission vectorielle et les produits agrochimiques.

Rapport de l'OIT

dans les secteurs de l'agriculture, de la construction, de l'entretien des rues et de la collecte des déchets ».

RAYONNEMENT UV ET POLLUTION DE L'AIR

Dans le monde, 1,6 milliard de travailleurs et travailleuses sont exposés chaque année au rayonnement UV sur leur lieu de travail, et autant à la pollution de l'air. Avec pour conséquences des cancers de la peau, des poumons, des lésions oculaires, des maladies respiratoires...

« L'amincissement progressif de la couche d'ozone, dû au rejet par les activités industrielles et d'autres activités humaines de substances favorisant ce phénomène, est donc un motif de préoccupation majeur », poursuit l'OIT. « Le rayonnement UV solaire est particulièrement problématique pour les travailleurs en extérieur. » Un facteur supplémentaire : de nombreux travailleurs ne sont pas forcément conscientisés aux risques qu'ils prennent au quotidien, et ne bénéficient pas des protections nécessaires.

DES DROITS ADAPTÉS AUX RÉALITÉS

S'ajoutent d'autres risques, comme les maladies parasitaires (notamment liés à la prolifération d'insectes), les intoxications liées à l'usage de pesticides... En bref, les sources d'inquiétudes sont nombreuses, et il est urgent

de lutter à la fois pour le climat et pour une transition qui tiennent compte de la santé et la sécurité des travailleurs et travailleuses à travers le monde.

« 70 pour cent de la main-d'œuvre mondiale est susceptible d'être exposée aux risques sanitaires liés au changement climatique, et les protections existantes en matière de sécurité et de santé au travail (SST) peinent à faire face aux risques », conclut l'OIT.

Toutes causes confondues, les dernières estimations mondiales de l'OIT indiquent qu'en 2019 environ 2,93 millions de travailleurs ont perdu la vie à la suite d'accidents du travail ou de maladies professionnelles et plus de 395 millions ont été victimes d'accidents du travail non mortels.

L'OIT et la CSI insistent sur la nécessité, au niveau mondial, d'adapter les outils, normes et législation existantes à la situation actuelle, et aux risques croissants pris par les travailleurs et travailleuses. Car la santé humaine et la sécurité doivent être au sommet des priorités. ◀

48 ANS APRÈS LE COUP D'ÉTAT

L'Argentine de Milei, « une véritable catastrophe sociale »

Ils étaient deux millions dans les rues en Argentine le 24 mars, 48ème anniversaire du coup d'État. Les syndicats ont répondu massivement à l'appel des Mères et des Grands-Mères de la Place de Mai. « Mémoire, vérité et justice », « Ils étaient 30.000 », « Plus jamais » pouvait-on lire sur les banderoles, en mémoire aux disparus de la dictature. Mais aussi en réponse à la première présidence négationniste depuis le retour de la démocratie dans le pays. En effet, l'actuelle présidence de l'ultra-libéral, antiféministe, anti syndicaliste, climatosceptique, Javier Milei, présente d'inquiétantes similitudes avec les pages les plus noires de l'histoire argentine.

4 mois de gouvernement et le pays est en train de vivre « une véritable catastrophe sociale ». Nous en parlons avec trois camarades argentins : Sonia Alesso et Eduardo Pereyra, de la CTERA (Confédération des travailleurs de l'éducation) et Marta Scarpato, de la CTA-T (Centrale des Travailleurs et Travailleuses d'Argentine).

UN PEU D'HISTOIRE...

La dictature militaire argentine a duré de 1976 à 1983. Le bilan fait froid dans le dos : 30 000 personnes mortes ou disparues dont 15 000 fusillées, 9000 prisonniers politiques et 1,5 million d'exilés.

Marta s'en souvient très bien : « Le 24 mars, nous avons été réveillés par les marches militaires. Ce n'était pas le premier coup d'État. Mais j'ai directement senti que celui-ci allait nous toucher plus directement. » Rapidement, la persécution à l'égard des défenseurs des droits humains a commencé. « La nuit, nous entendions des sirènes, des cris, des coups... Mon frère et tous les dirigeants syndicaux de son usine ont dû quitter Buenos Aires et vivre dans la clandestinité. Le 14 novembre, Miguel a été séquestré. Il avait 34 ans. Il est toujours porté disparu... »

« Dans notre usine, de nouvelles règles ont fait leur apparition. Par exemple, les femmes ne pouvaient plus porter de pantalons. Du jour au lendemain, les conventions collectives que nous avions signées n'avaient plus aucune valeur. »



”
C'est une manière de légitimer toutes les horreurs qui ont été commises lors de la dictature.

Eduardo Pereyra, syndicaliste argentin

LES GRAND-MÈRES DE LA PLACE DE MAI

Le 24 mars dernier, ce sont les Mères et Grands-Mères de la Place de Mai qui ont chapeauté la marche de commémoration du Coup d'État. Certes, il y a eu énormément d'initiatives de résistance lors de la dictature, mais celle des Grands-Mères est très emblématique.

Elles commencèrent à défier les militaires le 30 avril 1977, en pleine répression. Elles réclamaient la réapparition de leurs enfants ou petits-enfants volés. « Nous étions folles de douleur, de rage, d'impuissance. Ils nous avaient enlevé ce que nous avions de plus cher, nos enfants », expliquait Taty Almeida à France 24 en 2017. Entre 1976 et 1983, 500 bébés ont été enlevés dans des familles d'opposants au régime puis adoptés par des familles proches du pouvoir. Depuis le début de l'action des Mères, plus de 130 de ces enfants ont été identifiés. Et elles ne comptent pas s'arrêter là.

Le 10 décembre dernier, les Grands-Mères s'adressaient à Milei : « Jamais nous n'arrêterons d'exiger de rechercher nos proches disparus et de connaître la vérité sur le sort de nos filles et de nos fils. »

COMME UN AIR DE DÉJÀ VU

Aujourd'hui, face à un gouvernement qui minimise l'atrocité de cette époque, la revendication de justice est encore plus importante. Le président de la République a présenté les massacres systématiques de la dictature comme une... « simple guerre » entre État et guérillas. Concernant les victimes, il conteste les chiffres et les revoit à la baisse.

« Cette mobilisation a été très importante car le gouvernement actuel d'extrême droite a des revendications similaires à celles du pouvoir dictatorial de l'époque. Il attaque les droits humains, syndicaux, la sécurité sociale, il détruit les ressources naturelles... » explique Sonia.



On calcule un million de pauvres en plus par mois. Les gens ont faim. C'est une véritable catastrophe sociale.

Sonia Alesso, syndicaliste argentine

L'ÉLECTION DE MILEI

Avant de devenir Président, Milei était un personnage médiatique : un économiste, essayiste, commentateur dans différents médias. Il est entré en politique en 2019.

Ceux qui ont suivi sa campagne se souviennent sûrement de l'image de Milei avec une... tronçonneuse ! Il en a fait usage en public à plusieurs reprises pour montrer sa volonté de couper dans les dépenses publiques et de mettre fin à « cette aberration appelée justice sociale ». Milei se définit comme « anarcho-capitaliste ». Il veut réduire le rôle de l'État, promet de supprimer plusieurs ministères, dont ceux de l'Éducation, de la Santé et de la Femme et de remplacer la monnaie nationale par le dollar américain. Concernant cette dernière promesse, « les gens y ont cru » regrette Marta. « Je me souviens avoir discuté avec un conducteur de taxi qui était persuadé que son salaire allait être transformé en dollars ».

Le 19 novembre 2023, ce proche de Trump et Bolsonaro gagne les élections avec 55,7% des voix. « Avec un taux de participation nettement plus faible que d'habitude, précise Marta. Il y a plusieurs autres éléments qui expliquent son élection. Parmi eux, les erreurs des gouvernements antérieurs, la pandémie qui laisse des séquelles, la montée de l'extrême droite partout dans le monde... »

« UNE VÉRITABLE CATASTROPHE SOCIALE »

Dix jours après son élection, Milei présente son « décret de nécessité et d'urgence », qui modifie ou abroge plus de... 300 normes comme les lois encadrant les loyers et empêchant la privatisation d'entreprises publiques. En mars 2024, le décret est rejeté par le Sénat. C'est la deuxième défaite législative du président en à peine... 3 mois, après le retrait de sa loi Omnibus, un ensemble de réformes ultra-libérales, en février.

Mais parallèlement à ses défaites, Milei applique des mesures dramatiques pour une grande partie de la population. À titre d'exemple, il coupe les vivres des banques alimentaires, il augmente les financements de l'éducation privée, au détriment de l'enseignement public,

il diminue le budget des cantines scolaires et augmente le prix des fournitures. « En 100 jours de Présidence Milei, l'inflation a explosé. On calcule un million de pauvres en plus par mois. Les gens ont faim. C'est une véritable catastrophe sociale. », explique Sonia.

LES DROITS DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES ATTAQUÉS

« L'Argentine est l'un des pays d'Amérique latine qui a conquis le plus de droits pour les travailleurs et travailleuses. » nous explique Eduardo. Le mouvement syndical y est très fort. Mais aujourd'hui, ce dernier vit des moments très difficiles.

À peine au pouvoir, Milei a proposé plusieurs réformes du droit du travail. Parmi celles-ci : réduire les indemnités de licenciement, limiter le droit de grève, instaurer le « service minimum » ou encore limiter le droit de manifester en imposant des peines de prison en cas de blocage de la circulation.

RÉSISTER, ENCORE ET TOUJOURS

Selon Marta, il y a plusieurs instruments qui permettent de répondre aux attaques du gouvernement. En premier lieu, la rue. « Quand il a essayé de faire passer son protocole qui criminalise les manifestations, les citoyens sont sortis dans la rue avec des casseroles. Le protocole n'est pas passé... ». Deuxième instrument : le Congrès. « Nous avons des camarades qui y représentent les travailleurs et travailleuses ». En troisième lieu, la justice. En janvier, la Chambre nationale du travail, saisie par la Confédération Générale du Travail, a provisoirement rejeté certaines réformes du travail proposées par Milei.

Quatrièmement, la solidarité internationale et syndicale. « Elle n'a jamais été aussi importante. Lors de la grève du 24 janvier, des manifestations de soutien ont été organisées dans plusieurs pays du monde. » La FGTB y était présente. « Cela renforce le mouvement syndical argentin. Et c'est un signal fort pour le gouvernement » conclut Eduardo. ◀

INTERVIEW

« L'extrême droite d'aujourd'hui ne parle pas de ses racines. C'est une tactique »



Il y a 100 ans presque jour pour jour, le 10 juin 1924, était assassiné le député Giacomo Matteotti. Ce jour-là, alors qu'il circule à pied près de son domicile à Rome, il est enlevé par un commando de militants fascistes. On le retrouvera poignardé. Un crime qui dévoilera au public le véritable visage du régime de Mussolini. Et qui aura des répercussions jusqu'en Belgique où de nombreuses places et rues Matteotti rendent hommage au député socialiste. Des statues, et même une chanson en wallon, s'en souviennent aujourd'hui encore.

Pour en parler, nous avons rencontré Anne Morelli, historienne et professeure, spécialisée entre autres dans les questions de migration, mouvements sociaux et propagande de guerre. Mme Morelli évoque l'assassinat de Matteotti par le fascisme d'hier, mais aussi le parallèle que l'on peut et doit faire avec l'extrême droite d'aujourd'hui. Rencontre.

« Il y a 100 ans, le fascisme italien dévoilait son vrai visage ». C'est l'intitulé du colloque organisé ici à l'ULB. Pouvez-vous nous relater cet événement historique ? Pourquoi c'est important d'en parler aujourd'hui ?

Parce qu'il y a des liens à faire avec l'actualité ! On voit aujourd'hui des partis d'extrême droite qui ont l'air bien gentils, qui n'ont pas l'air d'avoir un programme « si effrayant ». Mais c'était un peu la même chose en Italie il y a cent ans. Les fascistes sont arrivés au pouvoir en se présentant comme des gardiens de l'ordre. Ils prétendaient effectivement remettre de l'ordre dans un pays qui avait connu beaucoup de grèves, de manifestations, etc. Et ils étaient donc appuyés par la bourgeoisie, par les chefs d'entreprise, par les propriétaires terriens. En fait, par la fraction bien-pensante de la société italienne.

Et à l'étranger, Mussolini jouit aussi, à ce moment-là, d'une aura positive. Quand vous lisez des journaux conservateurs de l'époque, on en rit, on le voit comme un clown un peu inoffensif, voire bienfaisant. Il y a aussi la question religieuse qui joue. Mussolini remet le crucifix obligatoire dans les écoles... Les trains arrivent à l'heure depuis qu'il est là, parce qu'il n'y a plus de grève, etc.

Donc l'assassinat de Matteotti va être un choc pour un certain nombre de gens qui étaient dupes, et qui n'avaient pas vu venir la violence sous-jacente du fascisme. Cet événement, c'est la fin de l'aspect parlementaire et du fascisme « honorable ». Car jusque là, il existait toujours des élections. Selon Matteotti, fortement truquées par les pressions fascistes certes, mais

elles existaient. Il y avait encore un Parlement, aussi. Mais à partir de l'assassinat, on se rend compte qu'il s'agit d'une farce parlementaire, et qu'en réalité, c'est la dictature qui s'installe.

Matteotti dénonçait déjà cette violence du régime ?

Il avait prononcé un discours qui condamnait les méthodes du fascisme, les intimidations. Et il en préparait un autre, prévu quelques jours plus tard, qui était plus incendiaire encore. Il traitait de questions économiques, de « dessous de table » reçus d'une compagnie pétrolière par les autorités fascistes. Matteotti se basait sur des documents fournis par les travaillistes anglais. Tout cela mettait en péril l'image du régime, qui était corrompu... Mais ce discours n'aura jamais lieu. D'ailleurs, en sortant du Parlement après sa dernière prise de parole, il a dit à ses camarades « Maintenant vous pouvez préparer mon oraison funèbre ».

Vous écrivez dans un article que quand les Italiens sont arrivés en Belgique dans l'entre-deux guerres, nombre d'entre eux étaient des militants antifascistes. Ils ont donc accompagné la lutte antifasciste à ses débuts, au sein des partis politiques aussi ?

Effectivement. Les Italiens, immigrés ou exilés, ont essayé de réveiller les partis par rapport au fascisme. Evidemment au sein de la gauche, que ce soit le Parti communiste ou le POB, on a clairement pris parti contre le fascisme, à quelques exceptions près. Mais même dans les milieux catholiques, ce sont aussi des Italiens qui sont venus alerter en disant « ce n'est pas ce que vous imaginez ». Ce n'est pas parce qu'on remet des crucifix au mur que le régime est enviable. Car le fascisme s'en prend bien évidemment aux catholiques démocrates. Ceux-là, en Belgique, ont été « réveillés » par les antifascistes italiens, qui écrivaient tant dans Le Peuple que dans La Libre Belgique, dans Le Soir...



”

Il faut le dire et le redire. Le premier ennemi des régimes d'extrême droite, ce sont les syndicats, parce qu'ils défendent les droits des travailleurs contre ceux qui financent le régime lui-même.

Anne Morelli

Aujourd'hui, est-ce qu'on voit le même genre de schéma se mettre en place ? C'est-à-dire une approche « douce » qui masque une violence à venir ?

Les choses ne se répètent jamais exactement de la même façon, mais le fait de s'afficher sans violence et « gentil », c'est une tactique de l'extrême droite. En effet, l'extrême droite actuelle ne parle pas de ses racines. Le fascisme italien, comme le nazisme, a eu une période raciste extrêmement violente, qu'on ne rappelle pas volontiers à l'opinion publique.

Et ça fonctionne. Les gens pensent que non, « ce n'est plus la même chose, ce ne sont plus les mêmes qu'avant ». L'extrême droite, dans toute l'Europe, s'appuie sur un certain inconfort – réel parfois – que vivent les gens, par rapport aux changements dans la société. Ces changements, on les attribue à l'arrivée d'immigrés, on fait passer ça pour un danger, on sort des slogans comme « on n'est plus chez nous »... Et on fait miroiter à une partie de la population, même des jeunes, un possible et mystérieux retour à une situation d'avant, qui n'existe plus.

Le monde du travail doit être particulièrement vigilant ?

La première cible des régimes fascistes, ce sont les syndicats. En Italie, les premières destructions, les premières attaques, elles se déroulent contre des locaux syndicaux. Il faut le dire et le redire. Le premier ennemi des régimes d'extrême droite, ce sont les syndicats, parce qu'ils défendent les droits des travailleurs contre ceux qui financent le régime lui-même. Bien sûr, les attaques ne sont pas directes. On vous dira : « C'est pas contre vous, c'est contre les excès de certains ». Mais la vérité, c'est que les droits syndicaux sont ciblés. Toujours. Les attaques menées à la CGIL, par exemple, ce n'est pas de l'histoire ancienne.

Qu'est-ce qu'on peut faire, par exemple au niveau universitaire que vous connaissez bien, pour lutter contre l'extrême droite ? Comment parler de tout cela à la jeunesse ?

La seule chose qu'on puisse faire, c'est ouvrir les esprits. Expliquer. Quels sont les mécanismes de l'accès au pouvoir de l'extrême droite ? Quelles sont les stratégies ? Car quand on comprend une stratégie, on n'est déjà plus dupe.

Je constate ici une grande différence avec l'époque de ma jeunesse, où l'extrême droite était très présente à l'ULB. Il y avait même des bagarres entre étudiants des deux bords. Pour l'instant, à l'ULB, l'extrême droite n'est pas là, ou n'est pas visible. Il y a peut-être des étudiants d'extrême droite, mais ils sont silencieux, car ce n'est pas le vent qui souffle ici. L'histoire de l'ULB est très marquée à gauche. Les discours racistes n'y ont aucune chance de survie. ◀

UNE JOURNÉE D'ÉTUDES POUR LE CENTENAIRE DE L'ASSASSINAT DE MATTEOTTI

Le Centre d'Histoire et de Sociologie des Gauches de l'ULB organise une journée d'étude le 5 juin à Bruxelles sur le sujet, à l'occasion du centenaire de la mort de Giacomo Matteotti. Une journée qui réunit des spécialistes et universitaires de divers horizons, mais qui s'adresse au grand public.

Attention, inscription obligatoire ! ➔



ÉLECTIONS 2024

L'extrême droite en embuscade

Aujourd'hui, seuls quelques pays et régions d'Europe semblent résister à la montée de l'extrême droite : l'Irlande, le Luxembourg... et la Wallonie. Pourtant, cette situation ne doit pas faire croire que le danger n'existe pas. Les récentes violences perpétrées en Irlande contre des personnes migrantes en sont une triste preuve : l'absence de parti d'extrême droite sur le plan électoral ne signifie pas pour autant que ses idées ne se propagent pas.

LA WALLONIE, VILLAGE D'IRRÉSISTIBLES GAULOIS ?

« C'est un cas à part : en Wallonie, l'extrême droite n'est jamais parvenue à percer ». Ainsi commençait l'article que l'hebdomadaire français Humanité Magazine consacrait en mars dernier à la lutte antifasciste en Wallonie¹. Après avoir rencontré des militantes et militants antifascistes, dont plusieurs membres et responsables de la FGTB, la journaliste Lina Sankari mettait en évidence plusieurs facteurs expliquant la faiblesse actuelle des forces néo-fascistes en Wallonie. Des éléments qui avaient aussi été relevés en 2021 par l'historien Vincent Scheltiens et Bruno Verlaeckt, président de la FGTB Anvers, dans leur livre « Extrême droite : L'histoire ne se répète pas... de la même manière »².

On peut tout d'abord mentionner les faiblesses des mouvements d'extrême droite wallons : conflits internes et scissions, absence de structure solide et de personnalités charismatiques, etc. Mais il faut aussi évoquer le double cordon sanitaire. Le cordon politique, tout d'abord : tous les partis démocratiques belges se sont engagés à ne jamais former de coalition avec l'extrême droite. Le cordon sanitaire médiatique, ensuite, spécificité de la Belgique francophone : il vise à empêcher que l'extrême droite dispose d'un temps de parole libre dans les médias, ce qui l'exclut des émissions de débat en direct. Cela ne signifie évidemment pas que les médias n'abordent pas l'extrême droite, mais jamais sans mise en perspective de ses positions et propositions. Une stratégie qui porte ses fruits... Car partout où la banalisation a été appliquée, elle a été un échec : d'élection en élection, l'extrême droite a progressé, gagnant influence et pouvoir, pendant que les progressistes reculaient.



RÉSISTANCE SYNDICALE ET CITOYENNE

L'autre explication, c'est aussi et surtout la vigilance, la réactivité et la capacité de riposte des antifascistes, du monde associatif et syndical. À chaque fois que l'extrême droite a tenté de se réunir ou de répandre ses idées, des militantes et militants de la FGTB et d'autres organisations antifascistes, étaient présents pour les en empêcher. On y rajoutera évidemment le travail de sensibilisation mené au quotidien sur le terrain par les associations d'éducation populaire, les syndicats, les organisations de jeunesse, etc.

Ce combat se porte aussi sur le plan politique. Ainsi, à l'instigation de coalitions antifascistes auxquelles participent des Régionales FGTB, plusieurs communes wallonnes – Charleroi, Namur, Liège, Mouscron, Mons, La Louvière, Frameries... – se sont officiellement déclarées « communes antifascistes » et refusent la tenue d'événements d'extrême droite.

NE PAS SE REPOSER SUR SES LAURIERS

On aurait tort de considérer cette situation comme acquise. Des activistes d'extrême droite tentent en effet actuellement de (re)constituer une force politique en Wallonie et ont même présenté des listes pour les élections, avec le soutien affiché du Vlaams Belang et du Rassemblement national³. Ces tentatives doivent être prises très au sérieux dans un contexte marqué par une précarité sociale croissante, le désinvestissement dans les services publics, la banalisation des idées d'extrême droite par une part de plus en plus importante de la droite dite « classique » et un contexte international marqué par la progression des partis néo-fascistes.



UN VISA ANTIFASCISTE

Pascal Debay est éducateur spécialisé et militant à l'Union départementale CGT de Meurthe-et-Moselle. Le 24 avril, il était à Beez, à l'invitation du CEPAG et de la FGBT wallonne, pour une rencontre autour des luttes syndicales contre l'extrême droite. Il nous parle de l'association VISA, qui regroupe près de 200 structures syndicales à travers la France.

Peux-tu nous dire ce qu'est VISA ?

Pascal Debay : VISA, c'est Vigilance et Initiatives Syndicales Antifascistes, une association qui a pour objectif de coordonner et développer l'activité antifasciste au sein des différentes organisations syndicales. Notre activité repose sur l'analyse des propositions et comportements de l'extrême droite : on suit ses votes, ses décisions, on rédige des fiches d'analyse et d'alerte... Il y a aussi l'intervention, le débat et la formation pour les militantes et militants dans les différents secteurs et régions de France.

L'extrême droite et ses idées progressent, c'est particulièrement flagrant en France.

La dynamique est terrible. Les deux partis d'extrême droite représentent 40% dans les sondages, ils ont 89 députés... Ils sont présents au niveau communal, régional, local et gagnent en influence dans les clubs sportifs, les associations. Ils jouent la carte de la proximité pour montrer un visage acceptable, ils essaient de lisser leur discours.

Mais chassez le naturel et il revient au galop : les sorties xénophobes, racistes, antisémites, antimusulmans sont quand même légion. Il faut suivre tout ça, il faut alerter. On a aussi des médias qui roulent pour l'extrême droite, avec le milliardaire Bolloré qui détient CNews, Europe 1 et des magazines grand public. On a aussi une partie, je crois, du patronat français, du Capital, qui fait le pari de l'extrême droite. On est dans une situation angoissante. Nous, en tant que syndicalistes, on se bat et on ne va pas lâcher.

Que peuvent faire les organisations syndicales ?

On diffuse des contre-argumentaires montrant que l'extrême droite est l'ennemie du monde du travail. Elle avance masquée mais on voit ses votes : contre la hausse du salaire minimum, contre l'indexation des salaires... Il y a des tas d'exemples.

Il faut aussi intensifier le travail de formation des militantes et des militants. De grandes organisations le font, comme la CGT, et VISA est un outil supplémentaire. Il faut aussi des syndicats d'entreprises qui n'ont pas peur de discuter avec les collègues, de ne rien laisser passer, d'aller au débat. Ensuite, il y a un boulot européen internationaliste qui est engagé. Il faut que ces initiatives fassent bouler de neige et qu'on ait vraiment de plus en plus de liens pour échanger nos pratiques, être vigilants et se retrouver pour mener des actions antifascistes. ◀

Ce texte est constitué d'extraits de l'entretien que Pascal Debay a donné au micro d'Opinions FGBT, dont vous pouvez retrouver l'intégralité sur le site et les réseaux de la FGBT wallonne.

➔ fgtb-wallonne.be   fgtbwallonne

Le terreau est malheureusement fertile. Si l'extrême droite wallonne arrivait à s'unifier, s'organiser et se donner de la visibilité, elle pourrait faire sauter un des obstacles qui restreignent sa progression. La FGBT, et la gauche dans son ensemble, doivent donc maintenir et développer les deux autres verrous qui empêchent encore son développement : le cordon sanitaire médiatique et politique, et la résistance antifasciste.

Mais il faut aussi porter la lutte sur le terrain des idées ! Car l'extrême droite se présente désormais comme « sociale » et la meilleure alliée des travailleurs et travailleuses, des jeunes, des femmes, des personnes âgées... Alors que ses idées, son programme et ses prises de position démontrent tout le contraire.

Alors, le 9 juin ou le 13 octobre, pour les communales, ne nous trompons pas. L'extrême droite a toujours été, et sera toujours, du côté des puissants. Elle défendra toujours les inégalités et les discriminations, qu'elles soient économiques, sociales, d'origine, de genre... L'extrême droite fait partie du problème, pas de la solution.

1. Extrême droite : comment l'antifascisme s'est imposé en Belgique francophone, L'Humanité Magazine du 21 mars 2024.
2. Extrême droite : L'histoire ne se répète pas... de la même manière, Éditions du Cerisier, 2021.
3. À l'heure où ces lignes sont écrites, le RN vient d'annoncer lui avoir retiré son soutien.



FGTB BXL

Une nouvelle Secrétaire générale et un 1^{er} Mai réussi

Ce mercredi 1er mai 2024, la 31e Fête du Travail organisée par la FGTB Bruxelles a attiré plus de 12.000 personnes au Mont des Arts. Sous un soleil radieux, le public a pu profiter de concerts, de débats, d'une scène Jeunes FGTB Bruxelles, d'un village associatif, d'un village des familles Solidaris et du village des Centrales professionnelles. Cette journée était également marquée par l'entrée en fonction de Florence Lepoivre, nouvelle Secrétaire générale de l'interrégionale bruxelloise.

FÊTE DU TRAVAIL

Depuis que la FGTB Bruxelles a investi le Mont des Arts, cette journée – qui réunit l'ensemble des organisations progressistes – a pris beaucoup d'ampleur. Elle a connu un franc succès tant au niveau des débats portant sur la santé, la montée de l'extrême droite ou encore les luttes féministes qu'au niveau des concerts proposés. Depuis 2023, la partie dédiée à la musique s'est doublée d'une nouvelle scène surplombant le Mont des Arts. Animée par les Jeunes FGTB, ce podium unit musique et militantisme engagé.

FLORENCE LEPOIVRE, SECRÉTAIRE GÉNÉRALE DE LA FGTB BRUXELLES

Ce jour fut également un tournant pour la FGTB Bruxelles puisqu'elle a vu sa nouvelle Secrétaire générale entrer en fonction. Bienvenue à la Camarade Florence Lepoivre qui a été chaleureusement accueillie par l'ensemble des membres de l'interrégionale et par Thierry Bodson, venu pour l'occasion.

Bruxelloise de toujours et formée en psychologie sociale et du travail, Florence Lepoivre dispose d'une solide expérience en matière d'emploi, de formation, de sécurité sociale, de pensions et de santé. Elle fut pendant quatre ans cheffe de cabinet du Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie et du Travail, Pierre-Yves Dermagne. Auparavant elle a été conseillère au cabinet de la Vice-Première et Ministre de la Santé Publique et des Affaires sociales, chargée de l'Intégration, mais également directrice des services syndicaux à la Centrale Générale de la FGTB.

Florence se définit comme la nouvelle porte-parole de la FGTB Bruxelles. Elle s'engagera autour de quatre priorités pour Bruxelles : la qualité de l'emploi, la défense du secteur de la santé, la crise du logement et les finances régionales. Elle s'efforcera également de revitaliser le dialogue social avec les organisations patronales et le gouvernement régional, qui n'a pas toujours été fluide ces dernières années. Elle souhaite aussi donner une meilleure visibilité à la FGTB Bruxelles et rappeler le rôle fondamental et positif de ce syndicat au service des travailleuses et des travailleurs. ◀





Un choix pour l'avenir. Plus social, plus fort

Dans quelques jours, nous nous rendrons aux urnes. Les parlements fédéral, régionaux et européen accueilleront de nouveaux élus. La fièvre électorale monte. Les promesses politiques affluent.

Le choix, finalement, est clair.

Première option : notre société s'engage sur la voie du progrès. Avec plus de pouvoir d'achat, une sécurité sociale forte, des pensions décentes. Vers un modèle où chacun – y compris les épaules les plus larges – contribue en fonction de ses moyens. Et où les syndicats peuvent à nouveau négocier des augmentations salariales dignes. Opterons-nous pour des services publics de qualité et accessibles à toutes et tous, pour une lutte plus efficace contre la pauvreté, pour une Europe sociale et pour une transition climatique juste et durable ? Bref, choisissons-nous avenir où personne n'est laissé pour compte ?

Deuxième option : les forces politiques conservatrices rassemblent une majorité après le 9 juin, et s'attaquent à notre pouvoir d'achat, notre sécurité sociale, nos droits syndicaux et notre pension. Pendant que les riches et les entreprises seront épargnés, voire empêcheront des cadeaux supplémentaires. Est-ce l'avenir que nous voulons ?

Le contraste entre progressistes et conservateurs est plus fort que jamais. Dans ce dossier, nous soumettons les promesses politiques, ainsi que le comportement électoral des différents partis, à une analyse socio-syndicale.

Nous voulons une société dans laquelle il fait bon travailler et vivre. Un emploi et des revenus décents, une sécurité sociale forte et des services publics solides.

Vous aussi ? Ensemble, faisons le bon choix.

L'article qui suit est un aperçu d'une analyse plus complète réalisée par le service d'étude de la FGTB. En savoir plus: www.fgtb.be.

Analyse des programmes des partis

FAISONS LE BILAN DES PARTIS PROGRESSISTES AU GOUVERNEMENT !

À l'approche des élections, il est plus important que jamais d'examiner les positions des différents partis en matière de salaire et d'emploi. Le contraste entre les partis de gauche et de droite est très marqué sur la plupart des priorités de la FGTB.

Bien entendu, il faut garder à l'esprit qu'il existe une différence entre les programmes électoraux et ce qu'en feront les partis, une fois confrontés au compromis pour former un gouvernement.

Malgré tout, dans le gouvernement sortant, nous constatons que les partis progressistes au pouvoir (PS, Ecolo) ont pu imposer des politiques sociales à leurs partenaires libéraux.

- Les pensions et les salaires minimums ont augmenté.
- L'indexation des salaires a été protégée.
- Les financements des soins de santé et de la Sécu ont été préservés.
- Des mesures ont été prises pour alléger les factures d'énergie.

Du côté droit de l'échiquier politique, nous constatons que le MR aime se donner un visage social, mais qu'il agit clairement et systématiquement de façon radicalement antisociale dans les Parlements et les Gouvernements. Une étude de l'Université d'Anvers et de l'UCLouvain vient de confirmer qu'il était le parti le plus à droite du pays sur le plan économique (lire ici : <https://vu.fr/kdVq>).

Les priorités de la FGTB : en bref, qu'en disent les programmes des partis ?

1 | CHANGER LA LOI SUR LA NORME SALARIALE

Les syndicats veulent retrouver la liberté de négocier les salaires avec les employeurs. Cela est pratiquement impossible aujourd'hui en raison de la loi sur la norme salariale, dite loi de 1996, qui impose depuis des années une stricte modération salariale.

Cette loi doit changer afin que les syndicats puissent à nouveau négocier des augmentations salariales dignes de ce nom, en plus de l'indexation automatique des salaires.

- ✓ Les partis avec lesquels on a une chance d'obtenir un salaire brut plus élevé : Ecolo, PS, PTB
- ✗ Ceux qui n'en veulent pas : Engagés, MR

2 | PLUS DE MOYENS POUR LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les attaques de la droite contre la sécurité sociale ont été contrées par les partis socialistes au pouvoir. Un refinancement du système de sécurité sociale est nécessaire, notamment via la suppression des réductions de cotisations patronales et une « dotation vieillissement » pour mieux financer les pensions.

En matière de sécurité sociale, tous les minima sociaux devraient être relevés d'au moins 10% au-dessus du seuil de pauvreté. Les prestations de crédit-temps, de congé pour assistance médicale ou de congé parental devraient être augmentées, y compris pour les parents isolés.

- ✓ Les partis qui veulent renforcer la sécurité sociale : Ecolo, PS, PTB
- ✗ Ceux qui n'en veulent pas : Engagés, MR



3 | DE MEILLEURES PENSIONS

Les pensions ont augmenté ces dernières années, grâce aux partis progressistes au Gouvernement (PS, Ecolo). C'est une revendication de longue date de la FGTB.

L'âge de la pension légale doit être ramené à 65 ans. Après une carrière de 40 ans, chacun doit avoir droit à une pension complète. **La pénibilité du travail doit être mieux prise en compte.** Ceux qui la vivent au cours de leur carrière doivent pouvoir partir plus tôt à la retraite, sans perte de revenus.

- ✓ Les partis qui défendent une pension décente : Ecolo, PS, PTB
- ✗ Et les autres : Engagés, MR

5 | DES CONTRIBUTIONS ÉQUITABLES DE LA PART DES ENTREPRISES

Toutes les entreprises doivent payer un **impôt sur leurs bénéfices** au taux de 25%, et de 35% sur les bénéfices excédentaires. La lutte contre l'évasion fiscale et l'escroquerie fiscale doit être renforcée.

- ✓ Les partis qui pensent que les entreprises doivent faire leur part : Ecolo, PS, PTB
- ✗ Pas nécessaire pour ces partis : Engagés, MR

4 | IMPÔT SUR LA FORTUNE

Les grandes fortunes doivent davantage contribuer. Nous préconisons un **impôt annuel progressif sur le patrimoine** : 1% à partir d'un million d'euros (à l'exclusion de la maison occupée par son propriétaire) et 4% à partir d'un milliard d'euros. Cela nécessite l'établissement d'un cadastre des fortunes et patrimoines.

- ✓ Les partis qui veulent faire contribuer davantage les plus fortunés : Ecolo, PS, PTB
- ✗ Les partis qui défendent les plus riches : Engagés, MR

6 | UNE POLITIQUE CLIMATIQUE AMBITIEUSE

Pour construire une société **plus respectueuse de l'environnement**, il faut investir massivement dans les transports publics. Le gouvernement doit retrouver un rôle plus important sur le marché de l'énergie. Une transition climatique juste nécessite que les travailleurs soient au centre des préoccupations.

- ✓ Les partis qui veulent laisser une chance à notre planète : Ecolo, PS, PTB
- ✗ Et les autres : Engagés, MR

7 | DES EMPLOIS STABLES, DÉCENTS ET ÉPANOUISSANTS

L'éternelle course à la flexibilité doit être stoppée de toute urgence. La **réduction collective du temps de travail avec maintien des salaires et embauche compensatoire** est une priorité pour la FGTB. Pour ce faire, il convient d'aligner les cotisations patronales de sécurité sociale sur la norme des 32 heures hebdomadaires pour un emploi à temps plein.

- ✓ Des emplois de meilleure qualité avec ces partis : Ecolo, PS, PTB
- ✗ Des emplois plus précaires avec ces partis : Engagés, MR

8 | UN SALAIRE MINIMUM PLUS ÉLEVÉ

Le salaire minimum a déjà été augmenté au cours de la dernière législature, à l'initiative du PS. Il doit continuer à augmenter pour atteindre **17 € bruts de l'heure** ou **2.800 € bruts par mois**. Une augmentation nécessaire pour vivre dignement, surtout à la lumière de la hausse des prix de ces dernières années.

- ✓ Les partis qui veulent un salaire minimum décent : Ecolo, PS, PTB
- ✗ Les partis qui n'en veulent pas : Engagés, MR





Vrai ou faux, Thierry Bodson ?

Petit « débunkage » des contre-vérités qui circulent à la veille des élections, avec Thierry Bodson, président de la FGTB. Rétablissons les faits qui se cachent derrière les slogans trompeurs...

On entend – surtout à droite – qu'il faut réduire les dépenses publiques, sanctionner, couper dans les allocations de chômage... Que dit au contraire la FGTB à ce propos ?

Réduire les dépenses, ça signifie réduire la protection sociale, les remboursements de soin de santé, toucher aux pensions, aux allocations... Mais aussi aux services publics. On a vu le résultat pendant les inondations en province de Liège, pendant le Covid... Réduire les moyens, c'est mettre en péril la protection des gens au jour le jour, et aussi ne pas pouvoir investir dans la sécurité sociale...

Mais il y a aussi tous les aspects, et on l'oublie souvent, liés à l'enseignement et à la formation. Ça fait aussi partie des dépenses publiques. On ne peut pas dire « il faut se préparer à une économie qui va changer, à une économie bas carbone » – alors que même la droite est d'accord avec ça – et en même temps diminuer les moyens mis à disposition de la formation des travailleurs, pour s'adapter à ce changement...

Quid de l'indexation automatique des salaires ? La Belgique est le seul pays avec le Luxembourg à disposer de ce système. Si on écoute notamment la FEB, cette indexation automatique serait la cause d'une spirale prix-salaires sans fin. Qu'est-ce qui est vrai ou faux là-dedans ?

Je voudrais répondre en trois temps. Le premier élément, c'est de dire que la Belgique et le Luxembourg ont des économies qui fonctionnent mieux que les pays voisins – Pays-Bas, Allemagne, France – qui n'ont pas ce système d'indexation automatique. Il n'y a donc pas de lien entre ce système et une économie qui fonctionne bien ou pas.

Ensuite, cette indexation automatique – et tous les économistes le reconnaissent – a permis de maintenir le pouvoir d'achat en Belgique pendant les crises successives que nous avons connues.

Enfin, il y a là quelque chose d'indécemment de la part de ceux qui s'attaquent à l'indexation automatique, parce que ça veut dire qu'ils ont pour volonté de maintenir la compétitivité sur le dos des travailleurs. Autrement dit, on compte sur la diminution du pouvoir d'achat des gens pour maintenir l'activité économique. Ce n'est pas acceptable. De façon globale, les salaires représentent 25% des coûts de production. Le reste c'est l'énergie, les investissements, les amortissements, la rémunération du capital... Mais jamais on ne parle de ces 75% si on veut rester compétitif. Nous demandons des études sérieuses à ce sujet.

D'aucuns à droite toujours prétendent que les allocations de chômage sont trop hautes, et trop proches du montant du salaire minimum. Qu'est-ce que tu leur réponds ?

Premièrement, que le salaire minimum est trop bas, et qu'il faut l'augmenter encore. Il a augmenté de deux fois 50 € ces dernières années, mais c'est insuffisant. Deuxièmement, que c'est faux. La différence entre le salaire minimum et l'allocation de chômage moyenne est de l'ordre de 670 € par mois. C'est donc plus que ce que les partis de droite réclament, quand ils disent qu'il faut absolument 500€ de différence.

Est-ce qu'il y a un piège à l'emploi ? Oui, mais parce que la majorité des emplois proposés sont à temps partiel. On perd alors une allocation de chômage et on se retrouve avec un temps partiel, souvent sans complément. Là il y a un vrai problème, qui vient de fait que les patrons ne proposent que trop peu d'emplois à temps plein.

Quid du caractère « illimité » des allocations de chômage ? Que réponds-tu à ceux qui veulent les limiter dans le temps ?

Une chose qui me paraît assez importante à rappeler, c'est que dans les pays voisins – toujours ceux avec lesquels on se compare : Pays-Bas, Allemagne, France – on ne laisse pas mourir les gens de faim, d'accord ? Et donc, lorsqu'on sort de l'allocation de chômage dans ces trois pays-là, on entre dans une allocation de fin de droit qui est relativement comparable à l'allocation de chômage. La spécificité de la Belgique c'est que si on limite les allocations de chômage dans le temps, alors on reçoit un revenu d'intégration, au niveau du CPAS. Soit une allocation qui est à charge principalement des régions et non pas de l'État fédéral. C'est donc un transfert de la sécurité sociale vers les régions, quelque chose que nous ne pouvons pas évidemment accepter.

Par ailleurs, je ne comprends pas qu'on ait toujours cette demande de la droite de limiter les allocations de chômage dans le temps, en prétendant, « les gens vont aller travailler, c'est la solution à tous les problèmes ». Non. Des études ont été réalisées par l'ONEM et par des instituts internationaux pour dire que ça ne marchait pas.

Pire encore, on a connu en Belgique une expérience grandeur nature quand on a décidé en 2014 de limiter à 3 ans les allocations d'insertion pour les jeunes. Ça n'a rien changé. Le bâton ne fonctionne pas, et on a constaté que parmi ces jeunes, la moitié se sont retrouvés au CPAS et l'autre moitié a disparu de la circulation, s'est retrouvée hors radar. C'est donc très difficile de reprendre contact avec eux et peut-être de leur remettre le pied à l'étrier. Donc non seulement c'est inutile mais en plus ça n'a aucun sens tant d'un point de vue économique que d'un point de vue social.

→ Ceci est un extrait de l'interview, découvrez-en la totalité sur la chaîne YouTube de la FGTB !



Analyse des propositions : qui veut faire quoi ?

Si vous ne suivez l'actualité que de loin, vous n'avez peut-être pas vu passer les différentes communications des partis politiques à propos de l'analyse de leurs programmes par le Bureau du plan. Chacun d'eux tentait de mettre en avant ou de nuancer les analyses et conclusions de l'institution fédérale. Que penser de ce travail et de ce qu'en disent nos élus ?



DE QUOI PARLE-T-ON ?

Le Bureau fédéral du Plan (BFP) « est un organisme d'intérêt public qui réalise des études et des prévisions sur des questions de politique économique, sociale, environnementale et leur intégration dans une perspective de développement durable. Il suit en toutes circonstances une approche caractérisée par l'indépendance, la transparence et le souci de l'intérêt général. Il se fonde sur des données de qualité, des méthodes scientifiques et la validation empirique des analyses. »

Depuis 2014, le BFP a la mission du chiffrage des mesures prioritaires issues des programmes électoraux. À noter que, pour ce faire, le BFP peut s'aider des expertises d'autres institutions telles que l'INAMI, l'ONSS ou l'ONEM... Tous les partis représentés à la Chambre des représentants sont tenus d'y participer.

Il s'agit donc d'un organisme indépendant, spécialisé et aidé d'experts de tous horizons, qui évalue le plus objectivement possible les impacts potentiels des politiques voulues par les différents partis. Ses conclusions sont donc très attendues, voire redoutées par le monde politique.

QUELS RÉSULTATS ?

Avant tout, notons que les conclusions et constats tirés par le Bureau du Plan rejoignent en très grande partie l'analyse menée par le service d'étude de la FGTB. Par ailleurs, cette analyse étant fouillée, nuancée (301 mesures ont été analysées), nous ne reprendrons ici que certaines des conclusions les plus marquantes.

LES FINANCES PUBLIQUES

À politique inchangée, la dette publique de la Belgique atteindra 116.8% du PIB en 2029. D'après le BFP, avec les mesures proposées par le PS, elle sera de 111.5%, par Ecolo/113.6%, PTB/114.1%, Engagés/115.1%, Défi/121.2% et MR 121.5%.

Premier constat, la droite, toujours si prompte à faire la leçon aux partis de gauche sur leurs compétences en matière de bonne gestion, obtient les résultats les plus désastreux. La droite sabre dans les dépenses de services publics et la sécurité sociale pour « faire des économies », mais au final, avec leur programme, nous serions plus endettés.

Il faut noter que les estimations ne tiennent pas compte de certaines mesures non-chiffrées. Par exemple : la fraude fiscale. Lutter efficacement – ou non – contre la fraude fiscale permettrait d'améliorer – ou d'empirer – significativement le taux d'endettement.

LE SOLDE BUDGÉTAIRE

Le solde budgétaire du Gouvernement, c'est la différence entre les recettes et les dépenses de l'État. En Belgique, à politique inchangée, il serait en déficit de 5.6% en 2029. Or, au niveau de l'Europe, il a été décidé – sous l'impulsion des partis conservateurs – de réduire ce déficit vers 1,5% à la fin d'une trajectoire de maximum 7 ans (pour les pays avec un taux d'endettement supérieur à 90% du PIB, comme c'est le cas pour la Belgique). Pour réduire ce déficit, l'accent est mis sur une diminution des dépenses.

Pour la FGTB, réduire les dépenses ne peut pas constituer la seule réponse. Il faut agir sur les recettes de l'État.

La FGTB rejette la politique d'austérité européenne car elle estime qu'il convient au contraire aujourd'hui d'investir davantage dans les services publics, la sécurité sociale et la lutte contre le réchauffement climatique. Bien conscients de cela, les partis de gauche tentent de composer avec le diktat européen et les impératifs sociétaux.

Et, là encore, avec un PS à 4.5% de déficit, un PTB avec 4.8% et Ecolo avec 5%, les partis de gauche sont en droit de renvoyer les sermons moralisateurs du MR dont le solde prévu à 7.6% est de loin le pire du pays. Seul le Vlaams Belang affiche un score aussi mauvais.

RECETTES ET INVESTISSEMENTS

Or, non seulement grâce à des projets de justice fiscale, les partis de gauche se montrent meilleurs gestionnaires, mais en plus ils le sont en augmentant les investissements dans des secteurs aussi essentiels que la Sécurité sociale, les services publics et l'environnement.

Tant l'analyse du Bureau du Plan que celle du service d'études de la FGTB démontrent le réalisme et le sérieux des propositions des partis de gauche.



« Ne les croyez pas ! » : une brochure qui combat les mensonges de l'extrême droite

« Ne les croyez pas ! », c'est le titre de la brochure que la FGTB vient de publier pour contrer les arguments de l'extrême droite en Flandre. Le Vlaams Belang est en effet crédité par les sondages d'un très haut score aux élections du 9 juin prochain. Une perspective qui fait froid dans le dos et qui interroge sur les raisons de ce nouveau dimanche noir qui se profile en Belgique, 80 ans après la victoire des alliés contre le fascisme.

LES MISÈRES ET LES PEURS

Sur quelles misères et sur quelles peurs l'extrême droite, qui revient en force dans toute l'Europe, construit-elle son assise ? Comment la gauche doit-elle prendre ses responsabilités face à cet échec désastreux pour la classe travailleuse ? Car en effet, l'ascension des partis d'extrême droite est une très mauvaise nouvelle pour le monde du travail, ses droits, son épanouissement, son émancipation.

VERNIS SOCIAL

Tous se parent d'un vernis social sur la question des salaires, des pensions, des libertés, des droits. Mais ne soyons pas dupes. De tout temps, l'extrême droite a été l'ennemie de tous les travailleurs et des travailleuses en particulier. L'histoire nous montre

qu'elle a toujours favorisé les classes dirigeantes et les élites qu'elle dénonce pourtant en campagne électorale.

DISSÉQUER LES MENSONGES

En 13 chapitres, la brochure de la FGTB revient sur les mensonges régulièrement utilisés par le Vlaams Belang et dissèque son programme 2024. Des mensonges qui malheureusement séduisent de plus en plus. Des exemples ? Le modèle social belge ne coûterait qu'aux flamands, nous serions envahis de migrants qui nous coûtent cher, le monde politique serait infesté de clowns et de voleurs, les allocations familiales ne sont pas un chèque en blanc, l'État nous coûterait trop cher et on paierait trop d'impôts, il faudrait arrêter avec la folie climatique...

En ces temps troublés, la FGTB a jugé essentiel et salutaire de traduire cette brochure en français. Car les mécanismes de l'extrême droite agissent de la même manière partout. Identifier une cible, amplifier un problème, monter le travailleur avec emploi contre celui qui n'en a pas, celle qui est née ici contre celle qui vient de là-bas, le bien-pensant contre le malade, attiser les polémiques, stigmatiser un « adversaire » : c'est comme cela que l'extrême droite prospère et menace les démocraties. ◀

Lire plus et
télécharger
la brochure



ELECTIONS JUIN 2024 : QUEL FUTUR ?



La santé au travail, pas une question de chance !

La santé s'apparente de plus en plus à une loterie. Entre la diminution du nombre de travailleuses et de travailleurs soumis à la surveillance santé et le peu de temps imparti aux consultations qui se font encore, on assiste à un détricotage du système. Or, une visite chez le médecin du travail est d'une importance capitale car elle permet d'améliorer la prévention sur les lieux de travail et d'agir sur ce qui rend les travailleurs effectivement malades.

Le détricotage du système s'explique par plusieurs facteurs, dont la pénurie des médecins du travail. On constate aussi que les médecins du travail passent de plus en plus de temps sur des dossiers de réintégration de malades de longue durée et d'autres dossiers individuels plutôt que sur la mise en place de la prévention au niveau collectif.

6 MINUTES CHRONO

C'est en moyenne la durée d'une consultation chez un médecin du travail. Dans un délai aussi court, il n'est pas étonnant que la consultation annuelle ne permette pas de passer en revue l'ensemble des risques auxquels le travailleur est exposé.

DE MOINS EN MOINS DE TRAVAILLEURS CONCERNÉS

En outre, de moins en moins de travailleurs ont un accès systématique à la médecine du travail. Alors que de nombreux pays européens offrent la surveillance santé à TOUS les travailleurs, la Belgique prévoit que seuls les travailleurs dans des catégories de postes à vigilance, de sécurité ou exposés à un risque y ont accès. Quant à la périodicité, elle est aussi allongée.

Enfin, ajoutons que même si en théorie l'employeur ne peut pas décider de manière autonome si un travailleur doit ou non être soumis à une surveillance de la santé, dans les faits, ce n'est pas toujours le cas. C'est ce qu'a notamment démontré le récent rapport de l'inspection du travail dans le secteur des titres-services.

La Centrale Générale - FGTB plaide pour une autre médecine du travail. Nous perdons en qualité alors que le monde du travail a plus que jamais besoin d'une prévention efficace. Il est grand temps de remettre la santé au centre des préoccupations, d'offrir une surveillance de la santé de qualité, accessible à toutes et tous.

CATASTROPHE DU RANA PLAZA

Qu'est-ce qui a changé ?

Souvenez-vous, en avril 2013, l'usine de textile Rana Plaza s'effondrait à Dhaka, au Bangladesh tuant 1127 travailleurs. Pour la Centrale Générale - FGTB, il a toujours été essentiel que cette catastrophe serve de leçon et que les grandes marques qui produisent dans ces pays tirent les leçons de ce drame et soient plus strictes quant aux conditions de santé et sécurité des travailleuses et des travailleurs.

À l'heure actuelle, près de 190 entreprises ont signé un accord international sur la sécurité et la santé. Cependant, des marques mondialement connues comme Levi's, Lee et Wrangler refusent toujours de s'engager à assurer la sécurité des travailleurs qui fabriquent leurs jeans !

DROITS HUMAINS, DROITS DU TRAVAIL ET DROITS ENVIRONNEMENTAUX

Pour commémorer ce triste anniversaire, un défilé de mode décalé a mis en lumière le manque d'engagement des géants du jean Levi's, Lee et Wrangler. L'objectif était d'attirer l'attention sur l'absence d'engagements crédibles pour protéger la vie de leurs travailleurs du textile. Ces marques doivent être conscientes de leurs responsabilités. Les profits ne doivent pas passer avant les droits humains.

Annelies Deman, responsable de la FGTB Textile explique : « Bien que de nombreux progrès aient été réalisés au cours des 11 dernières années, certaines marques refusent toujours de signer l'accord international. Il s'agit pourtant du programme de santé et de sécurité le plus efficace à ce jour pour améliorer les conditions de travail de milliers de travailleurs. En outre, la nouvelle directive européenne sur le devoir de vigilance devrait rendre les entreprises responsables des droits humains, du travail et de l'environnement tout au long du processus de production. »

AGIR, MAINTENANT !

La commémoration et l'action de ce 24 avril sonnent comme un rappel auprès de toutes les grandes marques qui refusent de prendre leurs responsabilités. « Nous devons agir de toute urgence contre l'impunité des entreprises », déclare Annelies. « Onze ans après la catastrophe, il n'est pas normal que les marques continuent à maximiser leurs profits au détriment des droits fondamentaux de leurs travailleurs. Nous ne lâcherons pas. »



Le fournisseur du géant du cyclisme Specialized prive les travailleurs de leurs salaires

Voici deux ans, l'usine APS située à San Bartolo, au Salvador, fermait ses portes, abandonnée par sa direction. Le 30 août 2022, toutes les activités ont été interrompues. Depuis, les 800 travailleurs et travailleuses sont dans l'attente du paiement de leurs salaires. Ils espèrent aussi désespérément un dédommagement de la part de Specialized qui s'approvisionnait auprès de l'usine. Marta Zaldaña, responsable du syndicat salvadorien du textile FEASIES explique leur combat à l'ONG socialiste FOS.

Deux ans se sont écoulés depuis la fermeture soudaine de l'usine, quelle est la situation aujourd'hui ?

Nous avons réussi à obtenir le paiement d'au moins une partie des salaires dus pour de nombreux travailleurs. Cela requiert toutefois beaucoup de patience en raison du système bureaucratique en place dans notre pays. Le traitement de la plupart des dossiers dure facilement un an, et certains peuvent aller jusqu'à... 12 ans ! Les entreprises le savent et misent sur le fait que les travailleurs perdent patience et abandonnent leur combat. Mais notre syndicat a acquis beaucoup d'expérience dans l'accompagnement de ces dossiers.

Qu'est-ce que cela représente pour les travailleurs touchés ?

Il est très important d'exiger le paiement intégral des sommes dues pour plusieurs raisons, même si cette démarche risque de ne pas être couronnée de succès à 100% si la marque Specialized ne finit pas par trouver l'argent. En premier lieu, le paiement est très important pour les travailleurs touchés et leurs familles, qui n'ont pas de réserves financières sur lesquelles s'appuyer.

Il est particulièrement difficile pour les quelque 30% de travailleurs plus âgés de trouver un nouvel emploi, et la plupart d'entre eux avaient accumulé plus de 10 ans d'indemnités de licenciement chez APS comme filet de sécurité contre le chômage, sur lequel ils ne peuvent donc pas compter. Ces travailleurs âgés risquent également de ne pas percevoir leur pension en raison des arriérés de pension d'APS parce qu'ils n'atteignent pas le quota minimal de cotisation.

En ce qui concerne les jeunes, ils sont nombreux à avoir retrouvé un nouvel emploi. Mais pour eux, il est particulièrement important de faire comprendre que les entreprises et les marques de vêtements ne peuvent pas s'en tirer impunément lorsqu'elles violent les droits des travailleurs.



Quel rôle FEASIES a-t-il joué dans l'affaire de l'usine APS ?

Trois syndicats étaient représentés dans l'usine. Tous ont joué un rôle important dans la lutte pour la reconnaissance des droits des travailleurs et dans la conclusion des accords avec les marques de vêtements qui figurent dans le récent rapport d'APS. FEASIES a été le plus actif durant les mois qui

ont suivi la fermeture et a inspiré les autres syndicats.

La solidarité s'est organisée. Plusieurs sections syndicales ont soutenu les travailleurs en leur fournissant des denrées alimentaires pendant l'occupation de l'usine. Nos affiliés, et en particulier les femmes, ont pris l'initiative de surveiller l'usine jour et nuit et de dresser un inventaire pour empêcher qu'un créancier ne vienne s'emparer des machines. Ces machines constituent une garantie importante pour les travailleurs afin qu'ils puissent percevoir au moins une partie de l'argent qui leur est dû. Ce sont également les syndicats qui sont intervenus auprès des marques de vêtements lorsqu'il est apparu que la direction de l'usine APS s'était volatilisée et que personne ne pouvait être tenu responsable comme employeur initial.

De quelle manière la pression internationale peut-elle aider dans ces cas ?

La pression internationale est cruciale. Surtout dans des cas comme celui d'APS, où le producteur direct est introuvable et n'assume pas ses responsabilités. Grâce aux campagnes menées par le Worker Rights Consortium – l'organisation indépendante de surveillance des droits du travail – auprès des marques de vêtements, nous avons déjà réussi à obtenir des paiements concrets de deux des quatre marques de vêtements. Nous espérons qu'avec l'aide de la CVP, nous parviendrons également à persuader Specialized, sponsor des équipes cyclistes Soudal Quick-Step et SD Worx Prottime, à faire de même. ◀

Les Métallos imposent le « RESPECT » dans les élections sociales !

Les élections sociales sont un formidable outil démocratique au plus proche de la réalité du monde du travail.

Tous les 4 ans des milliers de militants remettent leur mandat en jeu et font donc face à l'évaluation du travail effectué durant la période écoulée par leurs collègues de travail.

Tous les 4 ans, notre organisation doit convaincre des centaines de nouveaux militants de nous rejoindre dans nos revendications et dans nos luttes malgré des pressions énormes exercées par certains employeurs.

Tous les 4 ans, il faut pouvoir analyser en profondeur les attentes des travailleurs et travailleuses et leur proposer un chemin à suivre pour l'amélioration de leurs conditions de travail !

Et même s'il s'agit d'une période très intense psychologiquement et physiquement pour nos milliers de militants, elle donne à nos représentants et à notre centrale une vraie légitimité démocratique apportée par les travailleurs du Métal !

Une légitimité d'autant plus forte qu'elle est octroyée par des travailleurs qui sont très proches au quotidien de leurs délégués et qui peuvent donc bien évaluer pour qui il vaut mieux voter ! On ne peut pas toujours en dire autant de l'autre côté de la table où l'on est choisi par une poignée d'actionnaires, souvent très éloignés des réalités de l'entreprise !

Force est de constater que l'évaluation effectuée par les travailleurs est très positive pour les Métallos FGTB-ABVV puisque nous sortons renforcés comme syndicat largement majoritaire dans les secteurs du Métal. Dans tous les secteurs, dans les grandes, comme dans les petites entreprises, mais aussi particulièrement chez les jeunes, les Métallos réalisent des résultats historiques !

La classe travailleuse du Métal a validé le travail syndical effectué par nos militants et les lignes politiques défendues par la Centrale aux cours des dernières années ! Elle a aussi validé les thèmes repris dans notre campagne articulée autour du RESPECT pour la classe travailleuse.

Ce RESPECT, nous avons maintenant une base solide pour l'imposer ! Ça commence le 3 juin dans les mobilisations organisées par la FGTB contre l'austérité ! Ça commence surtout dès maintenant pour obtenir des augmentations des salaires bruts via la révision de la loi de 96, la reconnaissance de la pénibilité de nos secteurs, le retour de la pension à 65 ans et une vraie contribution des plus fortunés !

Mais ce RESPECT, nous voulons aussi le construire pour les travailleurs qui aujourd'hui ne bénéficient pas d'une représentation syndicale ! Il est temps d'abaisser les seuils et de renforcer la démocratie sociale !

Bravo à tous les Métallos ! Merci !

RESPECT.
METALLOS FGTB



Des élections politiques décisives

Dans la foulée des élections sociales de mai, les élections politiques auront lieu le 9 juin. Les travailleurs et travailleuses vont pouvoir voter pour élire les représentants pour les niveaux régional, fédéral et européen.

Au cours de cette mandature, la Fédération Hainaut-Namur a régulièrement invité des conférenciers dans ses instances. Le but étant d'apporter des éléments de réponses aux délégués concernant toute une série de sujets (par exemple : la libéralisation du secteur de l'énergie lors de la flambée des prix, la lutte contre l'extrême droite ou encore sur les bouleversements géopolitiques en cours).

Nous tirons le constat que ces élections seront décisives car deux visions vont s'opposer : la continuité de ces 40 dernières années ou bien un changement radical.

L'Occident n'est plus la grande puissance dominante et les pays s'organisent pour inverser cette tendance. Une des conséquences est le manque de vision à long terme concernant les industries européennes, alors qu'il y a des enjeux très importants auxquels nous allons devoir faire face, notamment les enjeux climatiques.

Plutôt que de permettre aux pays de pouvoir avoir une vision à long terme pour les travailleurs, l'Europe veut imposer une nouvelle cure d'austérité. La Belgique risque d'être fortement impactée : on parle de 30 milliards d'euros sur plusieurs années.

La recette est toute trouvée : c'est la classe travailleuse qui va devoir payer la facture, via des coupes dans la sécurité sociale, dans les services publics, dans les infrastructures.

En tant qu'organisation syndicale combative, nous défendons les travailleurs dans les entreprises mais nous voulons peser également dans les débats de société.

Il est important de rompre avec les logiques néo-libérales qui n'ont cessé de casser les solidarités entre travailleurs.

Nous voulons au contraire plus d'investissements dans les services publics, une sécurité sociale forte et fédérale, la liberté de négocier les salaires, que les épaules les plus larges contribuent le plus, revoir l'âge de la pension et en revaloriser les montants, des perspectives industrielles fortes avec le soutien du public.

Les travailleurs sont conscients qu'une alternative existe et nous souhaitons d'ores et déjà prévenir le prochain gouvernement que s'enfermer dans un carcan budgétaire européen n'est pas une fatalité mais un choix politique.

Nous voulons mettre la pression pour bâtir une société plus juste, plus solidaire et qui respecte la classe travailleuse qui fait tourner la société. Cela passe par une FGTB forte et unie, et un vote pour le changement. ◀

3 raisons pour lesquelles un vote pour l'extrême droite n'est pas un vote fort

Le 9 juin, nous nous rendrons aux urnes. Selon les sondages, l'extrême droite semble plus populaire que jamais. Mais pourquoi récolte-t-elle autant de votes ? Et pourquoi n'est-ce finalement pas le bon choix pour le monde du travail ? Voici trois arguments imparables expliquant pourquoi en tant que travailleur ou travailleuse, voter pour un parti d'extrême droite équivaut à se tirer une balle dans le pied !

1. L'EXTRÊME DROITE VEND DE LA POUDRE AUX YEUX

En lisant le programme du Vlaams Belang, il peut paraître surprenant d'y retrouver de nombreuses positions progressistes de gauche. Cela semble être (et ça l'est effectivement) un copier-coller du programme d'un parti progressiste comme Vooruit, par exemple. Les partis d'extrême droite sont particulièrement doués pour vendre du rêve, mais quid de leurs accomplissements réels en matière de droits des travailleurs ? Il n'y en a pas.

Ce n'est pas étonnant venant d'une tendance politique de droite, dont l'idéologie est axée sur les intérêts des employeurs et/ou d'une élite. La droite (et l'extrême droite) tente souvent de limiter les droits en matière de négociations collectives, d'affaiblir les services sociaux et d'assouplir la législation du travail. Et soyons honnêtes, ces mesures mènent sans détour à une détérioration des conditions de travail, à une baisse des salaires et à une moins bonne protection des travailleurs. Tout ça en faveur des... patrons, bien évidemment. La boucle est bouclée.

L'extrême droite détourne l'attention des problèmes et intérêts économiques vers les changements sociaux et la diversité culturelle. Mission accomplie : les électeurs votent contre un certain groupe et non plus pour leurs propres intérêts. **Pourtant, une fois élus, les masques tombent.** Les politiciens d'extrême droite ne mettent pas en place de politiques favorables à la classe ouvrière et ne le feront jamais. D'ailleurs, leurs amis patrons ne leur en seraient pas reconnaissants.

Le « masque social » n'est rien de plus qu'un moyen de dissimuler leur programme extrémiste et de s'assurer une place légitime au sein du spectre politique, d'où ils seraient autrement exclus si l'on se basait uniquement sur leur véritable programme et leur passé violent.

2. L'EXTRÊME DROITE DIVISE POUR MIEUX RÉGNER

À l'époque de la Rome et de la Grèce antique, on le savait déjà : il n'y a pas de meilleure stratégie politique que celle du 'divide et impera' (diviser pour mieux régner) pour conserver le pouvoir. Monter les individus et les groupes les uns contre les autres et éviter ainsi toute alliance. Résultat : des êtres divisés et affaiblis, deux termes qui vont de pair. Les partis d'extrême droite excellent dans l'art de la division. Toujours à la recherche de boucs émissaires aux problèmes existants, de préférence parmi les migrants et autres minorités, ils induisent chez l'électeur la conviction que ces groupes sont à la source du problème.

La recherche d'un bouc émissaire, une technique que l'observe d'ailleurs dans la rhétorique utilisée en matière d'immigration dans différents pays. Souvent, la migration est présentée par les partis d'extrême droite comme la cause de différents problèmes sociétaux, qu'il s'agisse du chômage, de la criminalité ou de la pression sur l'État social. En stigmatisant les migrants comme la cause de ces problèmes, les politiques d'extrême droite tentent de détourner l'attention de problèmes économiques et sociaux plus larges, comme les injustices en matière de fiscalité et l'inégalité croissante qui en découlent. Vous n'entendrez jamais de politiques d'extrême droite l'admettre, bien entendu.

En plus d'influencer la politique migratoire, ce type de raisonnement peut également être source de discrimination et d'hostilité à l'égard de migrants et de minorités. Les politiques d'extrême droite créent donc un climat de peur et de division.

Diviser les travailleurs, une pratique qui réduit l'atout majeur du groupe qu'ils forment : le nombre. En détournant l'attention des problèmes réels sur le marché du travail et sur le lieu de travail, comme de mauvaises conditions de travail ou de bas salaires, ces politiques peuvent monter les travailleurs les uns contre les autres et les empêcher ainsi de défendre collectivement leurs intérêts par l'intermédiaire du syndicat. **De quoi miner la solidarité entre travailleurs et affaiblir la position syndicale dans la concertation sociale.**



3. L'EXTRÊME DROITE RÉDUIT LE PEUPLE ET LE SYNDICAT AU SILENCE

Inutile de rappeler, durant les années 1930, l'hypocrisie dont a fait preuve l'extrême droite en troquant son statut de parti élu démocratiquement contre celui d'un parti extrémiste meurtrier. Des traits que l'on retrouve dans la plupart des partis d'extrême droite. Ils sont peu respectueux de la démocratie et des libertés individuelles. Citons l'exemple inquiétant de l'Italie, où le parti d'extrême droite de la première ministre Giorgia Meloni tente de brider la liberté de presse en traînant devant le tribunal pour « diffamation » des journalistes jugés trop critiques.

Une telle démarche constitue non seulement une menace pour les fondements de notre société, mais peut également porter atteinte à la position des syndicats. En effet, le fonctionnement d'un syndicat va de pair avec l'existence d'une structure démocratique forte et d'une culture de la concertation. Museler les syndicats, c'est nuire aux intérêts collectifs des travailleurs et travailleuses.

En dépit des promesses alléchantes des partis d'extrême droite, leur politique et leur idéologie sont néfastes pour les syndicats et les travailleurs. Il est donc important que ces derniers réfléchissent de manière critique à leurs choix politiques et aspirent à une société au sein de laquelle leurs intérêts seront véritablement défendus. **Soyez critiques et optez pour une société dans laquelle vous progresserez vraiment !**

CAMPAGNE MÉTAL/TRANSPORT CONTRE L'EXTRÊME DROITE

La FGTB Métal et l'UBT sont déterminés ; ils ne resteront pas impuissants face à la montée de l'extrême droite. En développant la campagne « La droite exploite ! », nous souhaitons examiner plus en détail les conséquences d'une société glissant de plus en plus vers la droite.

Notre syndicat refuse de fermer les yeux : oui, il y a de gros problèmes dans notre société et non, ce n'est pas la faute d'un bouc émissaire choisi au hasard. La droite et l'extrême droite aiment pointer du doigt des coupables tout désignés qu'ils accusent d'être à l'origine de grands problèmes sociétaux. Il nous appartient de mener une politique bien pensée. Et donc de voter intelligemment.

Nous refusons les fausses solutions et les mensonges colportés par l'extrême droite. Votez pour de vraies solutions le 9 juin !

Hoog tijd voor betere lonen?

Ja.

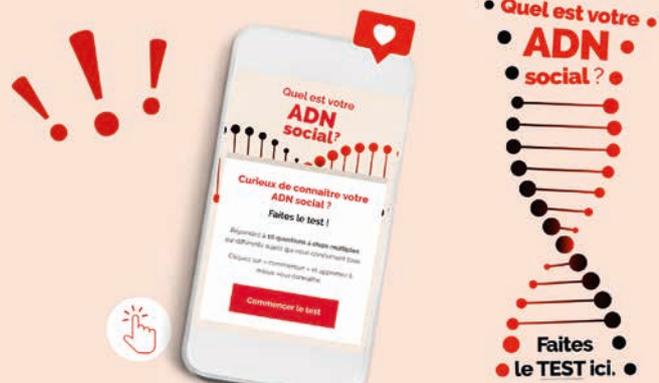
Schuld van de vakbond?

Neen,
wel kwestie van
een betere loonwet met
onderhandelingsmarge.

Letten we werkbij 100. De loonwet is ons een steun in de rug. Dit betekent dat er voor ons werkbij 100 moet zijn. Het betekent dat er voor ons werkbij 100 moet zijn. Het betekent dat er voor ons werkbij 100 moet zijn. Het betekent dat er voor ons werkbij 100 moet zijn.



Kies voor echte oplossingen. #rechtswerktaverechts



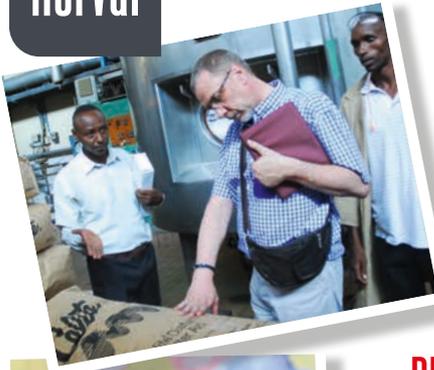
QUEL EST VOTRE ADN SOCIAL ? FAITES LE TEST !

Découvrez votre ADN social avec le test électoral en ligne de l'UBT et de la FGTB Métal ! La société dans laquelle nous vivons est complexe. Nous avons tous notre propre regard sur la façon d'organiser notre société et sur la manière dont nous devrions nous comporter les uns envers les autres en tant que citoyens. Il est utile de comprendre comment nous nous situons par rapport à ces questions et quelles sont les valeurs qui nous tiennent à cœur. Cela pourrait nous aider à faire le bon choix lors des élections, le 9 juin.

Répondez aux 16 questions du test pour avoir une idée de votre propre comportement social. Vous comprendrez mieux votre perception de vous-même et d'autrui dans la société. Jugez-vous important, par exemple, d'aider les autres ou, au contraire, trouvez-vous plus important de suivre votre propre voie et de garder votre liberté ?

Faites le test sans plus attendre et découvrez votre position sur l'échelle de l'ADN social !

➔ Rendez-vous sur le site www.quelestvotreadnsocial.be et partagez votre résultat ! ◀



**DÉPART DE TANGUI CORNU,
CO-PRÉSIDENT DE LA FG TB HORVAL**

Au revoir, Camarade

Fin mai, la FG TB Horval dira au revoir à son co-président Tangui Cornu.

Tangui a commencé sa carrière en 1986 en tant que secrétaire régional de la section de la FG TB Horval Tournai. En marge de ses activités syndicales, il a créé avec le bureau des femmes de Tournai « Les Galipettes » en 1994, une structure d'accueil pour les petits enfants dont les mères avaient des horaires de travail très flexibles.

En octobre 2008, il a rejoint le Secrétariat fédéral de la centrale comme co-président.

Pendant toutes ces années il s'est chargé des secteurs de l'industrie et du commerce alimentaire, ainsi que des aides familiales (francophones) qu'il parvient à guider à travers de nombreuses périodes orageuses. Plus tard, les titres-services et l'intérim s'y sont rajoutés, en coordination avec la FG TB. En tant que co-président, il a également fixé les lignes maîtresses via les instances de la FG TB.

Puisqu'une page est tout simplement trop limitée pour énumérer tous les événements, les souvenirs, les actions et les moments internationaux, nous voudrions citer ses propres propos, qui illustrent bien Tangui.

« Nous devons continuer le combat pour notre pouvoir d'achat. En l'absence de réponses, de VRAIES réponses, la FG TB continuera de lutter. Il faut pouvoir négocier librement les salaires et obtenir de réelles avancées salariales, il faut pouvoir plafonner les prix de l'énergie, il faut pouvoir taxer les surprofits des multinationales... L'objectif est clair : une société juste et solidaire, où chacun peut vivre dignement. Et notre meilleur arme, c'est vous ! C'est grâce à votre mobilisation massive que nous avons déjà obtenu des avancées et que nous pourrions en gagner d'autres. Faisons entendre nos voix tous ensemble... »

Tangui, nous ne disons pas « adieu », mais « au revoir » ! Tous nos meilleurs vœux pour le reste de ta vie !

Nous continuerons la lutte... Hasta la victoria siempre.



S O L I D E & S O L I D A I R E



MERCI

**D'AVOIR VOTÉ POUR NOUS,
POUR VOTRE CANDIDATURE ET
VOTRE INSCRIPTION SUR LA LISTE 3, POUR VOTRE
ENGAGEMENT SANS FAILLE AUPRÈS DE VOS
CAMARADES, VOTRE SOUCI ET VOTRE VOLONTÉ,
POUR AVOIR CONTRIBUÉ À LA RÉUSSITE DE CES ÉLECTIONS
SOCIALES ET AVOIR PRIS VOTRE AVENIR EN MAIN.
SOLIDE ET SOLIDAIRE !**



FGTB HORVAL
WWW.HORVAL.BE

FGTB
Horval

ELECTIONS SOCIALES 2024

Votez pour la solidarité

2024 a démarré sur les chapeaux de roues et nous sommes déjà presque aux portes de l'été. C'est le bon moment pour analyser la situation et pour faire le bilan sur les défis qui nous entourent. Qui plus est, cette année se situe à un moment charnière, où la démocratie a pleinement son rôle à jouer : celui des élections sociales et des élections législatives.

DANS LES ENTREPRISES, LES JEUX SONT FAITS

Les nouveaux représentants du personnel sont à présent élus dans les entreprises du pays où se sont tenues des élections sociales. Plus que jamais, la concertation est essentielle. Tous secteurs confondus, ces quatre dernières années ont été éprouvantes, notamment avec la crise du Covid, mettant sous pression les travailleurs et travailleuses et leurs conditions de travail. La situation des entreprises et des emplois reste quant à elle précaire. Au quotidien, le job des délégués est mis à rude épreuve dans une société où l'individualisme prend de plus en plus d'ampleur. Pourtant, c'est une certitude et l'Histoire nous l'a prouvé : c'est la voie du collectif qui permet de surmonter les difficultés et d'avancer. La solidarité est le ciment nécessaire pour que personne ne reste au bord du chemin. Avec les équipes du SETCa à leurs côtés, les travailleurs peuvent compter sur des représentants solides et déterminés, qui négocient quand c'est possible et qui se battent quand il le faut ! Jamais nous n'abandonnons.

2024 : ANNÉE DE TOUTES LES ÉLECTIONS

Le 9 juin, tout notre paysage politique sera renouvelé. De la commune à l'Europe, nous voterons cette année pour chaque niveau de pouvoir. L'un d'entre eux influencera particulièrement notre futur : c'est celui de l'Europe. Une Europe qui vire dangereusement à droite et à l'extrême droite. Qu'il s'agisse de sujets comme la migration ou de choix économiques et sociaux, chaque jour, les thèses de l'extrême droite progressent et viennent gangrener la solidarité et le vivre ensemble. C'est l'Europe de tous les dangers qui est à nos portes. Dans plusieurs recoins du pays également, l'extrémisme gagne du terrain. Nous devons rester extrêmement vigilants, continuer de nous y opposer et dénoncer systématiquement les discours populistes de l'extrême droite, faits de fake news et de

contre-vérités. Et surtout rappeler que jamais l'extrême droite ne sera source de progrès social. Nous sommes heureux de constater qu'un peu partout dans le pays un front antifachiste se remet en place.

Une autre Europe est nécessaire, celle du progrès social. La solidarité de tous les travailleurs et travailleuses européens doit être renforcée pour tendre vers du progrès pour tous.

L'EUROPE A DIT ... « FAIRE CEINTURE »

L'Europe est un concept qui pour beaucoup est difficile à comprendre et appréhender. À la fois proche et éloigné de nous. Tout le monde n'a pas toujours pleinement conscience que c'est l'Europe qui dicte les règles du jeu. Celle-ci impose un nouveau diktat budgétaire et les États membres devraient s'y conformer à partir de 2025. Les grands perdants de la partie : ce sont nous, les citoyens et citoyennes. Pour la Belgique, le plan d'austérité imposé par l'Europe reviendrait à un effort budgétaire qui pourrait atteindre quelque 30 milliards, par an graduellement, d'ici 2028. Les chiffres prouvent que si on les applique, la Belgique ne pourra pas faire face aux investissements cruciaux ni dans les soins de santé, ni dans les écoles par exemple. Et c'est sans compter les investissements vitaux dans la transition climatique, qui ne pourront pas non plus être engagés. Cette nouvelle cure d'austérité affectera aussi notre sécurité sociale, nos services publics et nos revenus. Le carcan budgétaire imposé par l'Europe n'est pas toujours logique et est également profondément risqué. Seule dépense permise sans limite : l'armement. Cela en dit long sur l'esprit qui prévaut chez nos dirigeants... Alexander De Croo disait lui-même il y a quelque jours son ambition d'augmenter les dépenses en défense, en rationalisant les soins de santé et en limitant dans le temps les allocations de chômage. Jusqu'à présent, les armes n'ont jamais soigné.

LE 9 JUIN

VOTEZ ET FAITES LE BON CHOIX...



Choisir entre la gauche ou la droite :

des conséquences bien différentes.

CHOISIR ENTRE LA GAUCHE OU LA DROITE : DES CONSÉQUENCES BIEN DIFFÉRENTES

En fonction du gouvernement qui verra le jour après le 9 juin, nous prendrons des directions divergentes. Voter à gauche ou à droite engendrera, en effet, des résultats fort différents pour la population. Pour répondre aux obligations imposées par l'Europe, il n'y a que deux ou trois formules possible : soit on augmente les recettes, soit on diminue les dépenses, soit on fait un mix des deux.

Les règles sont là mais les solutions pour y arriver dépendront de nos dirigeants belges. La droite stigmatisera les allocataires sociaux, malades, travailleurs sans emploi, ceux qu'elle appelle trop souvent les profiteurs du système. La droite cherchera à limiter les dépenses en tranchant dans

les soins de santé, les allocations de chômage, les services publics, en touchant à l'index, en limitant les pensions... En somme, elle cherchera à désendetter l'État, mais en endettant le citoyen lambda. Par contre, elle continuera à offrir des cadeaux sans conditions aux entreprises. C'est 11 milliards de réductions de cotisations ONSS qui sont versées sans conditions aux entreprises chaque année !

Les politiques de gauche, eux, viseront à augmenter les recettes (meilleure taxation, taxation plus juste) et à investir dans les services publics (écoles, routes, culture...) et le bien-être social. C'est par exemple : garantir une norme de soins de santé, investir dans la recherche médicale, investir pour des logements plus performants énergétiquement via des primes, taxer les plus gros revenus, aider les entreprises à la création d'emplois de qualité.

Ce sont là deux logiques bien opposées qui s'affrontent. Nous devons être pleinement conscients des enjeux et choisir des politiques qui œuvreront pour plus de progrès social et non l'inverse. Derrière les paroles de campagne, il est parfois difficile d'identifier précisément ce qu'impliquent concrètement des choix de gauche ou de droite. Nous détaillons pour vous quelques exemples concrets :

	VOTER À GAUCHE, CELA SIGNIFIE	VOTER À DROITE, CELA SIGNIFIE
Budget	Investir dans les services publics et les soins de santé. Les services publics sont un outil de lutte contre les inégalités et un facteur d'intégration	Ne pas investir dans le collectif. Aider les entreprises sans jamais vérifier où va l'argent
	La TVA est un impôt injuste parce que forfaitaire, il touche tout le monde de la même façon quelle que soit la hauteur des revenus. Limiter la TVA qui plus est sur les produits de base, y compris l'énergie, est fondamental. Renforcer la progressivité de l'impôt est fondamental.	Augmenter encore la TVA
	Fournir des aides aux entreprises qui créent de l'emploi et qui peinent à s'en sortir	11 milliards de réduction ONSS par an sans création d'emplois (et donc tout dans la poche des actionnaires)
Emploi	Renforcer la qualité de l'emploi : des emplois à temps plein à durée indéterminée, accompagnés d'une formation pour tous les travailleurs. Une politique de retour au travail digne et pas sanctionnatrice.	Augmenter le taux d'occupation, stigmatiser les chômeurs, les malades, améliorer les statistiques sans se soucier de la qualité.
	Limiter les contrats précaires, favoriser les jobs sous CDI	Etendre les flexi-jobs à tous les secteurs, déplaçonner le nombre d'heures pour les jobs étudiants et déréguler les heures supplémentaires
	Réduire les inégalités salariales et assurer des conditions de travail décentes pour tous	Flexibiliser le marché du travail pour offrir plus de liberté aux entreprises et maximiser les profits
Pouvoir d'achat	Maintenir notre précieux système d'indexation automatique, ce système de rattrapage qui évite le décrochage de nos salaires par rapport à l'évolution du coût de la vie	Mettre en place une indexation revisitée à travers un index net, à charge de l'État. C'est vouloir augmenter le pouvoir d'achat mais sans se préoccuper de la sécu ou du financement des services publics.
Sécurité sociale	Alimenter la sécurité sociale, assurance solidaire indispensable pour tous	Réduire les dépenses en matière de pensions, dans les soins de santé et d'assurance chômage
Investir	Investir dans les soins de santé et les services publics	Investir dans la défense et l'armement

LE SEUL CHOIX QUI S'IMPOSE : CELUI DE LA SOLIDARITÉ

Il s'agit donc de faire le bon choix pour demain : le seul qui s'impose est celui de la solidarité.

C'est vous qui avez les clés en mains pour décider quel tournant prendra notre futur. Voter pour le collectif, la réduction des inégalités, le mieux vivre ensemble ou voter pour sanctionner, exclure et rendre les riches plus riches ? Le 9 juin prochain, avant toute chose : VOTEZ ! Parlez-en autour de vous, conscientisez vos proches sur l'importance d'exercer leur droit démocratique et de faire entendre leur voix. Voter blanc, c'est subir. Voter consciemment, c'est agir. Voter à gauche, c'est assurer notre avenir. Un avenir où ce sont la solidarité et les citoyens qui l'emportent. ◀



« Nuit Blanche contre Listes Noires » à Liège et Namur

À l'avant-veille des scrutins électoraux, Nuit Blanche contre Listes Noires a pour but de rassembler les secteurs culturel, associatif et l'HORECA autour d'un même objectif : la lutte contre les idées d'extrême droite.

Ces dernières années, l'Europe a connu une remontée spectaculaire des partis et organisations d'extrême droite, lors des divers scrutins électoraux. À travers un langage lissé et une communication de plus en plus insidieuse, ils parviennent à faire passer des discours qui autrefois étaient encore jugés impensables. En acceptant de se plier au système démocratique, l'extrême droite veut montrer qu'elle a sa place en tant que représentante d'une bonne partie de la population.

Ne nous y trompons pas, derrière de fausses solutions se cache la même doctrine véhiculant la haine et la division. Le projet d'extrême droite reste autoritaire et anti-démocratique, xénophobe et homophobe, discriminatoire et inégalitaire.

LA 9^E ÉDITION DE L'ASBL LA CIBLE À LIÈGE

L'ASBL La Cible, née il y a maintenant 20 ans, veut marquer cette année de tous les scrutins. À l'avant-veille des élections régionales, fédérales et européennes, ce 7 juin 2024, l'événement proposera des concerts gratuits encadrés d'un village festif sur la place des Arts, au B3. Des têtes d'affiche comme Féfé, David Walters et Nena feront l'honneur de proposer des titres tous aussi festifs, dansants et engagés les uns que les autres. En partenariat avec les Territoires de la Mémoire, les Grignoux, le Front Antifa 2.0, les Jeunes FGTB, Curtius, Soralia, la Voix des Sans Papiers, 48 FM, le Gsara et le Trinkhall, cette Nuit Blanche propose une soirée haute en festivités.

UN PROJET QUI S'ESSAIME : NAMUR SE LÈVE AUSSI CONTRE L'EXTRÊME DROITE

Fin février 2024, inquiètes de la montée de l'extrême droite et la banalisation de ses idées nauséabondes, une quinzaine d'organisations namuroises se sont réunies pour définir une action et mettre en commun leurs moyens. À la manœuvre, les structures CEPAG (l'ASBL AFICo), de la FGTB, de Soralia et du CAL, soutenues par une quinzaine d'autres structures décident d'importer le concept de Nuit Blanche dans la capitale wallonne.

Sous forme de micro-festival urbain engagé et gratuit, cette première édition namuroise a donné la priorité à des groupes ayant un ancrage namurois et un village associatif sensibilisant à la lutte contre l'extrême droite et le racisme. Ziza Youssouf, Pape de la KORA, Suprême, Chic Shewa, NERDS et Magical amulet ambianceront cette première édition.

DEUX RENDEZ-VOUS

Nuit Blanche contre Listes Noires se déroulera en deux temps :

- Le 07/06 à l'avant-veille des élections régionales, fédérales et européennes, avec des concerts fédérateurs ;
- Le 11/10 à l'avant-veille des élections provinciales et communales, avec un parcours d'activités culturelles. Infos à suivre.

Infos pratiques ➔ www.nbln.be

Se rassembler, de se rencontrer, d'échanger, de penser et de s'amuser tout en réaffirmant nos valeurs de démocratie et d'égalité sans se laisser berner par les nouveaux visages de l'extrême droite : c'est ça l'objectif des nuits blanches contre listes noires ! À l'heure où la confiance en la démocratie représentative s'effrite, il est temps de se réappropriier les urnes. Parce qu'avec l'extrême droite, la cible, c'est nous toutes et tous !



DIMANCHE 2 JUIN

Concerts contre l'extrême droite à Arlon

À une semaine des élections européennes, fédérales et régionales le Collectif antifasciste luxembourgeois proposera un moment d'engagement et de résistance en musique.

Ce rassemblement sera l'occasion de réaffirmer, dans une ambiance conviviale, le refus des idées d'extrême droite, de défendre une société inclusive et promouvoir les droits des minorités (droits des femmes, des migrant-es, droits LGBTQIA+) menacés à travers l'Europe. Le rejet de l'autre, cela existe aussi dans le Luxembourg belge. C'est dès aujourd'hui qu'il faut y faire face, plus que jamais.

- **Quand ?** Le dimanche 2 juin à 15h30.
- **Où ?** À « L'Entrepôt », espace culturel et salle de concerts à Arlon.
- **Prix d'entrée :** 17 € pour les trois groupes.
- **Organisateurs :** Collectif antifasciste luxembourgeois, FGTB, CEPPST, CSC, CAL Luxembourg, CIEP, CRILUX, Equipes Populaires Luxembourg, Miroir Vagabond, Coluxam, Colupa, CFO.

JEUDI 6 JUIN

À la découverte du matrimoine de Binche

Une animation, sous la forme d'un jeu de piste, pour découvrir la ville de Binche, et ses figures.

féminines. Le temps d'une balade de +/- 3 km, jalonnée d'épreuves diverses et ludiques venez découvrir le féminisme autrement !

- **Quand ?** Le jeudi 6 juin à 9h.
- **Où ?** Au 23 Rue Henri Aubry - 7100 Haine-Saint-Paul.
- **Réservations obligatoires :** asblcepre@gmail.com, 064/23.61.18 ou sur le site www.asblcepre.be
- **Organisateurs :** CEPAG CEPRé, Soralia.





VENDREDI 14 JUIN

Matinée d'échanges sur la situation des femmes en guerre

Dans le cadre des États Généraux féministes, le Bureau wallon des Femmes de la FGTB et le CEPAG vous invitent à une matinée d'échanges autour de la situation des femmes dans un pays ou une région en guerre.

- **Quand ?** Le Vendredi 14 juin 2024 de 9h à 13h.
- **Où ?** Espace Solidarité - rue de Namur 47 - 5000 Namur.
- **Infos et inscriptions :** cepag@cepage.be - 081/26 51 56
- **Organisateurs :** Bureau wallon des Femmes de la FGTB et le CEPAG.

JEUDI 20 JUIN

Blindtest Militant à Liège

Dans le cadre des Fêtes de la Musique 2024, les Jeunes FGTB et l'ASBL La Cible s'associent au CPRC pour leur annuel Blindtest Militant.

En cette période festive, il est important de rappeler ce pourquoi on se bat, les injustices qui perdurent et les violences qui se multiplient. Toustes ensemble, rassemblons-nous autour de chansons qui ont marqué et qui continuent de marquer l'histoire des luttes.

- **Quand ?** Le jeudi 20 juin de 18h à 00h.
- **Où ?** Au CPRC Centre PolyCulturel Résistances, à la Jonruelle 15, 4000 Liège.
- **Inscriptions obligatoires** jusqu'au 13 juin : sur info@lacible.be Equipes entre 4 et 8 personnes.
- **Organisateurs :** Jeunes FGTB Liège Huy Waremme, Fête de la Musique à Liège et ASBL La Cible.

Rédaction :

Syndicats
Rue Haute 42
1000 Bruxelles
syndicats@fgtb.be

Auréli Vandecasteele
Rédactrice en chef

Geeraard Peeters
Ioanna Gimnopoulou
Daan Nelen
Léonard Pollet
Aïcha Magha
Rédacteurs

Service abonnements :

02 506 82 11

Ont collaboré à ce numéro :

Annelies Huylebroeck
Steven Tossyn
Arnaud Dupuis
Mada Minciuna
Sarah Buyle
Marc Bourguignon
Antonina Fuca
Céline Boogaerts
Alissa De Ceuninck

Photos :

FGTB
iStock
Ali Selvi,
Vlaams ABVV
Célia d'Amico
Cyprien Lepoivre,
FGTB Bruxelles

Layout :

www.ramdam.be



BESOIN D'UNE ASSURANCE AUTO ? N'ATTENDEZ PLUS, SOUSCRIVEZ MAINTENANT !

Vous souhaitez plus d'infos, des conseils personnalisés ou une offre d'assurance sans engagement ? Appelez gratuitement le contact center au **0800/49 490** ou surfez sur **www.actelaffinity.be/fgtb**

Plus d'informations sur nos assurances :

✓ Ce qui est assuré

Responsabilité civile :

- Votre défense est assurée en cas d'accident en tort et nous couvrons les dommages matériels et corporels causés à des tiers.
- Nous couvrons aussi les dommages aux usagers faibles (cad les piétons, cyclistes et passagers) même si vous n'êtes pas responsable de l'accident.

Protection juridique :

- Nous assurons votre recours contre un tiers responsable pour les dommages corporels que vous avez subis ou les dommages matériels occasionnés au véhicule assuré.
- Nous assurons votre défense pénale.

Protection du conducteur :

- Nous couvrons vos dommages corporels, en tant que conducteur du véhicule assuré, lorsque vous êtes responsable de l'accident.

✗ Ce qui n'est pas assuré

Responsabilité civile :

- Les dommages subis par le conducteur responsable de l'accident.
- Les dommages matériels au véhicule assuré.

Protection juridique :

- Les amendes, décimes additionnels et les transactions pénales.

Protection du conducteur :

- Les invalidités permanentes inférieures à 8%. Le 1er mois d'incapacité temporaire

Actelaffinity est une dénomination commerciale d'un produit d'Actel - marque de P&V Assurances sc - Entreprise d'assurances agréée sous le code 0058 - Rue Royale 151, 1210 Bruxelles. Ce document est un document publicitaire qui contient de l'information générale sur l'assurance auto Actelaffinity, développée par P&V Assurances. Toutes les informations concernant les services et les produits sur ce site internet sont soumises aux règles du droit belge. L'assurance Actelaffinity fait l'objet d'exclusions, de limitations et de conditions applicables au risque assuré. Avant de souscrire cette assurance, nous vous conseillons de prendre connaissance du document d'information sur le produit et des conditions générales applicables (<https://www.actelaffinity.be/fgtb>). Afin de déterminer votre profil de risque, nous appliquons quelques critères de segmentation. En tant que client, vous êtes protégé par les règles de conduite en matière d'assurance. Le contrat pour cette assurance est conclu pour une période d'un an et est reconduit tacitement chaque année. En cas de plainte éventuelle, vous pouvez contacter un conseiller de notre contact center au 0800/49 490, votre interlocuteur privilégié pour toutes vos questions. Vous pouvez aussi prendre directement contact avec notre service Gestion des Plaintes qui examinera votre plainte ou remarque avec la plus grande attention. Nous concilierons au mieux les différentes parties et essayerons de trouver une solution. Vous pouvez nous contacter par lettre (Gestion des Plaintes, Rue Royale 151, 1210 Bruxelles), par email plainte@actel.be ou par téléphone au 02/250.90.60. Si la solution proposée ne vous convient pas, vous pouvez vous adresser au service Ombudsman des Assurances (Square de Meeûs 35 à 1000 Bruxelles) par téléphone 02 547 58 71 ou par mail info@ombudsman.as.

FGTB
Ensemble, on est plus forts

actel
AFFINITY